

RAPPORTS FINANCIERS

Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2016-2021

Documents complémentaires pour ce point : Mise à jour de la gestion financière intermédiaire pour la période du 1er janvier 2020 au 31 mars 2021 (ONUSIDA/CCP(48)/20.13).

Action requise lors de cette réunion – Le Conseil de coordination du programme est invité à : *Accepter* le rapport financier et les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Implications financières des décisions prises : aucune

Table des matières

| | |
|---|----|
| Partie I : Introduction | 5 |
| Partie II : Déclaration de contrôle interne 2020 | 10 |
| Partie III : États financiers audités, tableaux complémentaires et notes aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | |
| Note d'information | 16 |
| Certification des états financiers | 17 |
| Lettre de transmission de l'audit externe | 18 |
| Opinion de l'Auditeur externe | 19 |
| Déclaration I : Déclaration de situation financière Toutes les sources de financement au 31 décembre 2020 | 23 |
| Déclaration II : Déclaration de performances financières Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 24 |
| Déclaration III : Déclaration de changements de l'actif net/situation nette Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 25 |
| Déclaration IV : Déclaration de trésorerie Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 26 |
| Déclaration V : Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, relatif à la période 2020-2021 Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités | 27 |
| Notes relatives aux états financiers | 28 |
| Déclaration d'objectifs | 28 |
| Base de préparation et présentation | 28 |
| Conventions comptables importantes | 29 |
| Informations complémentaires à la déclaration de situation financière | 35 |
| Informations complémentaires à la déclaration de performances financières | 49 |
| Tableau complémentaire 1 : Déclaration de performances financières par secteurs Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 52 |
| Rapprochement entre la déclaration de comparaison budgétaire (Déclaration V) et la déclaration de performances financières (Déclaration II) | 53 |
| Tableau complémentaire 2 : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 56 |
| Tableau complémentaire 3 : Fonds supplémentaires Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 57 |
| Tableau complémentaire 4 : Fonds extrabudgétaires Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 58 |
| Partie IV : Informations de gestion | 59 |
| Tableau 4 : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2020-2021 allocations, dépenses et créances approuvées pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2020 | 60 |

| | |
|---|----|
| Tableau 5 : Fonds supplémentaires Résumé des fonds disponibles, des dépenses et des créances par source de revenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 62 |
| Tableau 6 : Fonds extrabudgétaires Résumé des fonds disponibles, des dépenses et des créances par source de revenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 63 |
| Tableau 7 : Dépenses et créances nationales et régionales par toutes les sources de fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2020..... | 64 |
| Tableau 8 : Allocations, dépenses et créances des enveloppes de pays pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 | 66 |

PARTIE I

INTRODUCTION

1. Conformément au modus operandi du Conseil de Coordination du Programme, fonction 5 (vi) du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, le Secrétariat de l'ONUSIDA soumet le rapport financier de l'exercice clos le 31 décembre 2020 au Conseil de Coordination du Programme (CCP) pour examen, conformément aux procédures établies qui exigent que le Conseil examine le rapport financier du Programme.
2. Les états financiers, les conventions comptables et les notes relatives aux états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) et au Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
3. C'est la 9^{ème} année que les états financiers de l'ONUSIDA sont préparés sur la base des normes IPSAS, ce qui continue à renforcer la transparence, à accroître la redevabilité et à améliorer les rapports financiers de l'ONUSIDA.
4. La redevabilité des gestionnaires, la transparence et la gestion des risques sont des aspects essentiels du programme de réforme de l'ONUSIDA et les progrès se poursuivent sans relâche à cet égard. Conformément aux meilleures pratiques, une déclaration relative au contrôle interne est incluse dans les états financiers audités. La déclaration relative au contrôle interne est un document de redevabilité publique signé par le Directeur exécutif, qui décrit l'efficacité des contrôles internes de l'ONUSIDA et fournit des détails sur les principaux problèmes et risques relatifs au contrôle au cours de l'année, ainsi que sur les mesures prises en réponse. La déclaration relative au contrôle interne continuera d'être révisée chaque année pour assurer les parties prenantes et faire preuve de redevabilité.
5. La mise en œuvre des normes IPSAS n'a pas actuellement d'incidence sur la préparation du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF), qui continue d'être préparé sur la base d'une trésorerie modifiée. Comme cette base diffère de la comptabilité d'exercice appliquée aux états financiers, un rapprochement entre le budget et les principaux états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.
6. Les points saillants des revenus, des dépenses, de l'actif net/situation nette, de l'actif et du passif du programme sont fournis, ainsi que des informations sur les flux de trésorerie, les liquidités et les capitaux propres. Ceci afin de fournir une image complète de la situation financière de l'ONUSIDA en date du 31 décembre 2020.

Budget et plan de travail approuvés

7. L'UBRAF 2016-2021 est l'instrument du Programme commun pour mettre en œuvre la stratégie de l'ONUSIDA pour 2016-2021, adopté par le CCP lors de la 37^{ème} réunion en octobre 2015. Il a pour but de promouvoir les progrès afin d'atteindre la vision à long terme de l'ONUSIDA, à savoir zéro nouveau cas d'infection par le VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida.
8. Lors de sa 44^e réunion en juin 2019, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé le budget 2020-2021 de 484 millions de dollars (soit un budget annuel de 242 millions de dollars) et la répartition proposée entre les 11 Coparrainants et le Secrétariat sur la base du modèle révisé de mobilisation et d'allocation des ressources. Il a approuvé un budget de base annuel de 187 millions de dollars réparti entre une allocation de 140 millions de dollars pour que le Secrétariat de l'ONUSIDA dispose de ressources suffisantes, et une allocation de 47 millions de dollars aux Coparrainants (22 millions de dollars, dont 2 millions pour chaque Coparrainant alloués de façon centralisée, et une allocation supplémentaire de 25 millions de dollars à l'échelle des pays sous la forme d'enveloppes nationales, pour dynamiser une action

commune dans les pays de la Stratégie d'accélération et de soutenir les populations les plus démunies dans d'autres pays.). Une augmentation de 3 millions de dollars sous forme d'enveloppes de pays par rapport à l'exercice biennal 2018-2019,

9. Il a également approuvé un allocation annuelle de ressources additionnelles sous la forme de fonds supplémentaires d'un total de 55 millions de dollars (40 millions de dollars pour les Coparrainants et 15 millions de dollars pour le Secrétariat) afin de s'attaquer aux contextes épidémiques et nationaux particuliers, ce qui porte les ressources totales au niveau d'un UBRAF pleinement financé à 242 millions de dollars par an ou 484 millions pour l'exercice biennal 2020-2021.

Revenus

10. Le total des revenus (y compris les revenus financiers) pour l'exercice clos en 2020 pour les fonds de base et hors budget de base s'est élevé à 269,5 millions de dollars (contre 227,6 millions de dollars pour 2019). Sur ce montant, 194,1 millions de dollars ont été mis à la disposition de l'UBRAF et 75,4 millions de dollars pour les fonds hors budget de base. Les fonds hors budget de base ont été mis à la disposition de l'ONUSIDA pour soutenir un certain nombre d'activités mondiales, régionales et nationales et sont désignés pour des pays ou des objectifs spécifiques. Le tableau 1 donne le détail des revenus pour 2020 et 2019.

Tableau 1. Détail des revenus : tous les fonds (en dollars)

| Revenue | UBRAF Core Funds | | Non-Core Funds | | TOTAL | |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | 2020 | 2019 | 2020 | 2019 | 2020 | 2019 |
| Governments | 192 079 177 | 179 019 416 | 65 737 033 | 38 231 147 | 257 816 210 | 217 250 563 |
| Cosponsoring organizations | - | - | 6 343 310 | 3 688 171 | 6 343 310 | 3 688 171 |
| Others | 261 128 | 212 956 | 3 681 797 | 2 038 561 | 3 942 925 | 2 251 517 |
| Sub-total operating revenue | 192 340 305 | 179 232 372 | 75 762 140 | 43 957 879 | 268 102 445 | 223 190 251 |
| <i>Finance revenue</i> | <i>1 718 474</i> | <i>3 561 658</i> | <i>(352 806)</i> | <i>698 829</i> | <i>1 365 668</i> | <i>4 260 487</i> |
| Grand Total | 194 058 779 | 182 794 030 | 75 409 334 | 44 656 708 | 269 468 113 | 227 450 738 |

11. Comme le résume le tableau 1 ci-dessus, des revenus d'un montant total de 194,1 millions de dollars ont été mobilisés et mis à la disposition de l'UBRAF. Cela représentait 80,2 % de l'objectif de mobilisation des ressources du Secrétariat de 242 millions de dollars pour l'année 2020 (contre 182,8 millions de dollars ou 75,5 % pour 2019), ce qui a entraîné un déficit de 47,9 millions de dollars par rapport au budget approuvé par le CCP. Le déficit pour 2020 est inférieur de 11,3 millions de dollars au déficit pour 2019 qui s'élevait à 59,2 millions de dollars.
12. L'illustration 1 (ci-dessous) fournit des détails sur les revenus reçus des principaux donateurs de l'ONUSIDA en faveur de l'UBRAF pour l'année 2020.

Illustration 1. Détails des revenus reçus des principaux donateurs pour le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités pour l'année 2020 (en millions de dollars)



Dépenses

13. Le total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est élevé à 272,1 millions de dollars (contre 230,8 millions de dollars pour 2019), dont 179,3 millions de dollars liés aux dépenses au titre du budget de base de l'UBRAF pour 2020-2021 ; 52,2 millions de dollars représentant les dépenses au titre des fonds hors budget de base ; 38,2 millions de dollars représentant les charges à payer supplémentaires au titre du Fonds d'assurance maladie après la cessation de service (ASHI), des indemnités de fin de carrière et du Fonds spécial d'indemnisation sur la base de l'étude actuarielle et conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel) et 2,4 millions de dollars liés aux dépenses de la période précédente. Le tableau 2 fournit le détail des dépenses par type de fonds pour 2020 et 2019.

Tableau 2 : Détail des dépenses : tous les fonds (en dollars)

| Expense | 2020 | 2019 |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------|
| UBRAF core funds | 179 313 405 | 177 427 793 |
| Non-core funds | 52 210 126 | 51 811 648 |
| Prior period expense | 2 422 331 | - |
| Sub-total | 233 947 882 | 229 239 441 |
| Additional accrual for staff benefits | 38 156 288 | 1 533 857 |
| Total Expense | 272 104 170 | 230 773 298 |

14. Grâce aux initiatives et mesures mises en place pour réduire les coûts et augmenter la rentabilité et l'efficacité les dépenses du Secrétariat sont restées dans les limites de sa part approuvée de l'UBRAF (c'est-à-dire à 136,3 millions de dollars contre 140 millions de dollars dans le budget de base approuvé). Les dépenses et les créances du budget de base de l'UBRAF du Secrétariat pour 2020, qui s'élèvent à 136,3 millions de dollars, sont conformes à celles de 2019, qui s'élèvent à 137,5 millions de dollars.
15. En outre, les dépenses de 2020, qui s'élèvent à 233,9 millions de dollars, représentent une augmentation nette de 4,7 millions de dollars, soit 2 %, par rapport aux dépenses de l'exercice 2019 qui s'élevaient à 229,2 millions de dollars. Cela se reflète dans le tableau 3 et l'illustration 2 (ci-dessous), qui montrent également une augmentation des coûts de 8 millions de dollars dans la catégorie des dépenses de personnel ; 4,4 millions de dollars dans la catégorie des dépenses de transferts et subventions aux contreparties et 2,4 millions de dollars dans la catégorie des dépenses de services contractuels. Les dépenses restantes dans les autres grandes catégories de dépenses sont inférieures par rapport à 2019.
16. L'augmentation des frais de personnel de 8 millions de dollars est principalement due à l'augmentation des postes financés par le budget de base et hors budget de base, aux paiements uniques versés au personnel qui a opté pour la cessation de service par accord mutuel et à l'augmentation des provisions pour frais de personnel ; les transferts et les subventions aux contreparties, qui passent de 74,5 millions de dollars en 2019 à 79 millions de dollars en 2020 est presque entièrement liée à des financements hors budget de base pour des activités au Myanmar (USAID), des projets financés par la Fédération de Russie et des projets financés par l'USAID pour fournir un soutien technique essentiel aux villes prioritaires dans les pays de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée. L'augmentation des dépenses liées aux services contractuels, qui passent de 24,9 millions de dollars en 2019 à 27,2 millions de dollars en 2020, est liée presque entièrement à l'expansion continue des

demandes d'appui technique aux pays fournies via le mécanisme d'appui technique de l'ONUSIDA financé par l'USAID.

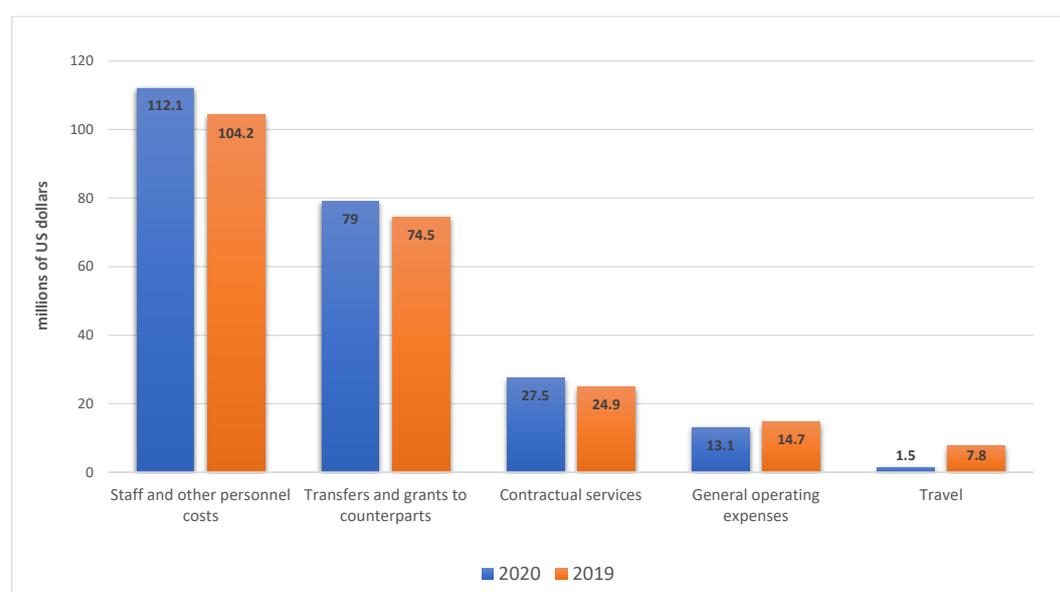
17. La réduction de plus de 80 % des frais de déplacement, qui passent de 7,8 millions de dollars en 2019 à 1,5 million de dollars en 2020, est due en grande partie aux restrictions résultant de la pandémie de Covid-19, mais aussi à la planification renforcée des déplacements en 2021.

Tableau 3 : Détail des dépenses par catégorie (en dollars)

| Expense | 2020 | 2019 |
|---|--------------------|--------------------|
| Staff and other personnel costs ^{a/} | 112 120 520 | 104 164 579 |
| Transfers and grants to counterparts | 78 971 493 | 74 536 016 |
| Contractual services | 27 254 494 | 24 901 282 |
| General operating expenses | 13 136 679 | 14 682 755 |
| Travel | 1 509 515 | 7 809 773 |
| Equipment, furniture and vehicles | 405 672 | 443 240 |
| Depreciation | 549 510 | 543 944 |
| Total Expense | 233 947 882 | 227 081 589 |

^{a/} Excludes US\$ 38.2 million for 2020 and US\$ 3.7 million for 2019 related to expense against the After Staff Health Insurance (ASHI) and Terminal Payments Fund due to movement in the actuarial liability.

Illustration 2. Détail des dépenses par grande catégorie pour les années 2020 et 2019 (en millions de dollars)

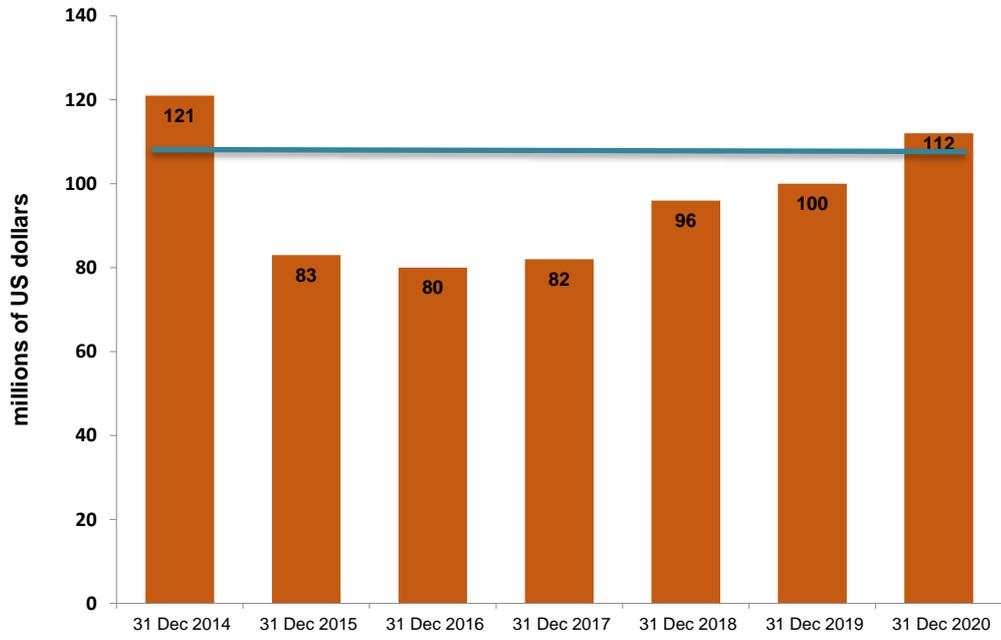


Solde des fonds

18. Du fait de sa nature de programme financé par des contributions volontaires, l'ONUSIDA a besoin d'un solde de fonds qui sert de fonds de roulement pour engager et mettre en œuvre des activités dans l'attente de la réception des engagements fermes/contributions. Afin de garantir la continuité des activités d'une année sur l'autre, y compris le transfert de fonds aux Coparrainants, l'ONUSIDA doit disposer d'un solde de fonds suffisant à la fin de chaque année pour assurer un lancement et une mise en œuvre harmonieux de l'UBRAF l'année suivante/l'exercice biennal suivant.
19. Lors de sa 26^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2010, le CCP a approuvé la fixation d'un niveau maximum pour le solde net des fonds de l'UBRAF équivalent à 35 % (soit 170,0 millions de dollars) du budget biennal de l'ONUSIDA. En outre, lors de sa 36^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 30 juin au 2 juillet 2015, le Conseil a approuvé le niveau minimum du solde net des fonds de l'ONUSIDA à l'équivalent de 22 % de son budget biennal (soit 107 millions de dollars).
20. Au 31 décembre 2020, le solde net des fonds de l'UBRAF s'élevait à 112 millions de dollars, ou 23,1 % du budget biennal¹ (contre 100,3 millions de dollars ou 20,7 % au 31 décembre 2019 et 95,6 millions de dollars ou 19,7 % au 31 décembre 2018). Ce niveau est supérieur au niveau minimum approuvé de 22 % (ou 107 millions de dollars) du budget biennal tel qu'approuvé par le Conseil en juin 2015.
21. Le solde net des fonds de l'UBRAF au 31 décembre 2020 est supérieur au niveau minimum approuvé de 5 millions de dollars et représente une augmentation de 11,7 millions de dollars par rapport au solde net des fonds au 31 décembre 2019 de 100,3 millions de dollars.
22. Comme souligné au paragraphe 18, le solde du fonds de l'UBRAF constitue le fonds de roulement du Programme commun. Il permet le transfert des fonds aux Coparrainants au début de chaque année et permet au Programme commun de fonctionner sans interruption. Bien que le niveau du solde des fonds au 31 décembre 2020 soit supérieur au niveau minimum fixé par le CCP, le Secrétariat continuera à surveiller de près le solde du fonds et à intensifier la mobilisation des ressources pour s'assurer que le solde des fonds est maintenu à un niveau qui permet la mise en œuvre efficace de l'UBRAF.
23. Comme le montre la figure 3 ci-dessous, le solde des fonds de base a atteint son niveau le plus bas à la fin de 2016, soit 80 millions de dollars. L'augmentation jusqu'au niveau actuel de 112 millions de dollars a été rendue possible par une progression d'initiatives et de mesures financières prudentes mises en place de 2016 à ce jour pour réduire les coûts et accroître la rentabilité et l'efficacité.

Illustration 3. Gestion du solde des fonds de base pour les années 2014 à 2020
(en millions de dollars)

¹ Outre des dépenses de 179,4 millions de dollars en 2020 au titre de l'UBRAF 2020-2021, un montant de 4 millions a été affecté pendant l'année 2020 (représentant des engagements fermes relatifs à des biens et des services devant être fournis en 2021). En conséquence, le solde net des fonds de l'UBRAF au 31 décembre 2020 pour couvrir les activités de l'UBRAF 2020 s'élevait à 112 millions de dollars (116 millions de dollars moins 4 millions de dollars mis en réserve pour les fonds affectés en 2020).



PARTIE II

DÉCLARATION DE CONTRÔLE INTERNE 2020

Champ de responsabilité

En tant que Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), je suis redevable, conformément aux responsabilités qui me sont attribuées, en particulier l'article 12.1 du Règlement financier, du maintien d'un système de contrôle interne solide pour « garantir la réalisation des objectifs et des buts fixés pour les opérations, l'utilisation économique et efficace des ressources, la fiabilité et l'intégrité des informations, le respect des politiques, des plans, des procédures, des règles et des règlements, et la sauvegarde des actifs ».

Objectif du contrôle interne

Le système de contrôle interne est conçu pour réduire et gérer, plutôt qu'éliminer, le risque d'échec dans la réalisation des objectifs et des politiques connexes du Secrétariat de l'ONUSIDA. Par conséquent, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et non absolue de l'efficacité. Il s'agit d'un processus continu visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'étendue de ces risques et à les gérer de manière efficace, efficiente et économique.

Le contrôle interne est un processus, mis en œuvre par le Conseil de Coordination du Programme, le Directeur exécutif, la direction générale et d'autres membres du personnel, et conçu pour fournir une assurance raisonnable sur la réalisation des objectifs suivants :

- l'efficacité des opérations et la sauvegarde des actifs.
- la fiabilité des rapports financiers ; et
- le respect des règles et règlements en vigueur.

D'un point de vue opérationnel, le système de contrôle interne de l'ONUSIDA fonctionne en permanence à tous les niveaux du Secrétariat par le biais de processus de contrôle interne afin de garantir les objectifs ci-dessus.

Ma déclaration actuelle sur les processus de contrôle interne de l'ONUSIDA, telle que décrite ci-dessus, s'applique à l'exercice clos le 31 décembre 2020, et jusqu'à la date d'approbation des états financiers 2020 de l'Organisation.

Environnement opérationnel de l'ONUSIDA

L'ONUSIDA opère dans des environnements difficiles et est donc exposé à des situations présentant un niveau élevé de risque inhérent, notamment en ce qui concerne la sécurité de ses employés et, dans certains cas, sa capacité à maintenir les normes les plus élevées de contrôle interne. La situation en matière de sécurité dans chaque pays dans lequel l'ONUSIDA (et les Nations Unies en général) opère est étroitement surveillée, et des décisions stratégiques sont prises si nécessaire pour adapter les opérations de l'ONUSIDA et pour gérer et atténuer l'exposition aux risques de son personnel. Tous les risques sont consignés dans un registre officiel des risques et feront l'objet d'un examen régulier par les responsables.

Le Cadre de contrôle interne et la Gestion des risques

Le Cadre des responsabilités de gestion de l'ONUSIDA fonctionne en tandem avec le Cadre de gestion des risques et le Cadre de contrôle interne. Ces cadres sont essentiels à la réalisation des objectifs et des buts du Programme commun avec une redevabilité accrue et une plus grande transparence.

Le cadre de gestion des risques vise à intégrer une approche systématique et efficace pour identifier, évaluer et gérer les risques et les opportunités. La direction générale a identifié les risques et les opportunités de haut niveau qui ont été compilés dans un Univers de risque de

l'ONUSIDA. Les directeurs/responsables de département, de région, de liaison et de bureau de pays élaborent des registres de risques, y compris des plans d'action d'atténuation, sur la base de leur analyse des risques. L'assurance qualité des registres est entreprise avant leur évaluation par le Comité de gestion des risques.

Outre un ensemble de règles, de procédures et de processus, le cadre de contrôle interne comprend des mécanismes permettant d'évaluer son efficacité globale. Chaque année, les gestionnaires ayant des pouvoirs financiers et administratifs délégués remplissent une liste de contrôle d'auto-évaluation afin d'évaluer et de suivre les contrôles internes globaux, ainsi que les domaines de contrôle fonctionnels clés, dans leurs bureaux ou départements respectifs. Les résultats des listes de contrôle d'auto-évaluation sont analysés à la lumière des résultats d'audits récurrents et des principaux risques identifiés pour alimenter un examen global de l'efficacité et des plans d'action d'amélioration continue.

Examen de l'efficacité des contrôles internes

Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne est principalement informé par :

- Mes cadres supérieurs, en particulier les directeurs exécutifs adjoints, les directeurs des équipes d'appui régionales et des bureaux de liaison, les directeurs des bureaux de pays, les directeurs des départements et des fonctions, qui jouent un rôle important et sont redevables des résultats, des performances, du contrôle des activités relevant de leur compétence et des ressources qui leur sont confiées.
- Je m'appuie sur les attestations de contrôle interne signées par les directeurs de départements/régions. Ces lettres confirment l'importance de s'assurer que des contrôles internes adéquats sont en place, ainsi que d'autres assurances.
- La liste de contrôle d'auto-évaluation du contrôle interne remplie par les responsables. L'exercice d'auto-évaluation 2020 a permis de juger que les contrôles internes étaient globalement adéquats. Le domaine de contrôle opérationnel de la gestion des risques a été considéré comme présentant la plus grande marge d'amélioration. Pour les domaines de contrôle fonctionnels, les ressources humaines et la sécurité, en particulier l'organisation prévisionnelle de la relève et la santé et la sécurité au travail, ont également été répertoriées comme nécessitant un renforcement. Les résultats de l'exercice d'auto-évaluation seront examinés attentivement, et des plans d'action seront élaborés pour traiter les domaines à améliorer, le cas échéant.
- Les évaluations des risques réalisées par les responsables. L'exercice 2020 a estimé que les principaux risques en termes d'occurrence concernent les ressources humaines, les risques politiques, les risques liés aux programmes, de financement et de gouvernance.
- Les rapports publiés par le Bureau du contrôle interne, qui comprennent des informations indépendantes et objectives sur l'adéquation et l'efficacité du système de contrôles internes de l'ONUSIDA ainsi que des recommandations d'amélioration.
- Les rapports émis par l'Auditeur externe qui fournissent un contrôle et des rapports indépendants sur la conformité de l'ONUSIDA aux règles et réglementations financières. L'Auditeur externe présente une mise à jour de son travail et de ses principales conclusions au Conseil de Coordination du Programme.
- Les observations du Conseil de Coordination du Programme.

Implications de la pandémie de Covid-19

La pandémie de COVID-19 a aggravé les défis auxquels sont confrontées les personnes vivant avec et affectées par le VIH et a encore augmenté le risque que les objectifs ne soient pas atteints en raison d'une combinaison de facteurs.² Ces mesures sont les suivantes :

- Des mesures de confinement localisées et nationales, perturbant les programmes de dépistage et de prévention du VIH.
- La fermeture des frontières et la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, ce qui a un impact sur la disponibilité des médicaments et des autres produits liés au VIH.
- Une pression accrue sur les systèmes de soins de santé fragiles, limitant l'accès aux services de lutte contre le VIH.
- Une protection sociale inadéquate, et un risque accru de discrimination, de stigmatisation et de violence sexiste.
- La réorientation des ressources nationales et régionales pour répondre aux priorités sanitaires urgentes et émergentes.

Cependant, des innovations positives dans la réponse au VIH sont apparues dans le contexte de la COVID-19, représentant des opportunités pour améliorer la résilience aux pandémies et pour s'appuyer sur les leçons tirées de la lutte contre le VIH. Voici quelques-unes de nos réalisations aux niveaux national, régional et mondial :

- Notre plaidoyer et notre présence sur le terrain ont contribué à ce que les ripostes et les services en matière de VIH restent en grande partie ininterrompus et, lorsqu'ils ont été interrompus, à ce qu'ils reprennent rapidement.
- L'ONUSIDA a plaidé pour l'inclusion des personnes vivant avec le VIH, des femmes et des filles, et des populations clés dans les programmes nationaux de lutte contre le VIH.
- Nous avons intensifié notre engagement auprès des communautés.
- L'ONUSIDA a mobilisé les Coparrainants, les gouvernements, les donateurs, les organisations de la société civile et les communautés dans des partenariats pour renforcer les ripostes à la COVID-19.
- Un financement supplémentaire a été catalysé pour le travail de l'ONUSIDA.

Pour le Secrétariat, la COVID-19 a également stimulé l'innovation pour atténuer les risques liés à la sécurité et à la sûreté du personnel et assurer la continuité des activités.

- Un groupe interne de gestion des crises a régulièrement examiné les conséquences sur le travail de l'ONUSIDA et a élaboré des mesures pour atténuer les risques pour le bien-être du personnel et la continuité des activités.
- Un travail intensif a été entrepris pour produire et communiquer rapidement les orientations politiques en matière de ressources humaines pertinentes pour la COVID-19.
- Les plans de continuité des activités ont été mis à jour et examinés pour tous les bureaux de l'ONUSIDA.
- L'équipe des TIC a amélioré la formation et le soutien, notamment dans le cadre du télétravail.

Risques significatifs notés

Après que tous les départements, bureaux régionaux et nationaux ont complété le registre des risques en 2020, les résultats consolidés ont été examinés et approuvés par le Comité de gestion des risques. Les risques les plus importants auxquels l'Organisation est actuellement confrontée sont résumés ci-dessous.

² Voir « COVID-19 et VIH : Rapport d'activité 2020 » (ONUSIDA/CCP (47)/20.38). Disponible en ligne : https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/COVID-19_HIV_EN.pdf

| Principaux risques | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues |
|--|--|
| <p>L'ONUSIDA n'est pas en mesure d'aligner les effectifs et les capacités humaines sur les objectifs prioritaires et les besoins émergents</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Exercice d'alignement pour s'assurer que les structures et les compétences/aptitudes sont adaptées à la réalisation de la Stratégie. • Améliorer les pratiques de recrutement pour attirer les personnes possédant les compétences et l'expérience appropriées. • Passer en revue et repenser la politique de mobilité du personnel, la gestion des ressources humaines et les modalités d'évolution des carrières. • Renforcer les délégations de pouvoir et le rôle de l'équipe régionale en matière de ressources humaines et de soutien opérationnel aux bureaux nationaux. • Poursuivre les efforts pour développer de nouvelles méthodes de travail, simplifier les processus et utiliser les TIC pour gagner en efficacité. • Évaluation planifiée des capacités des Coparrainants afin d'identifier les recommandations visant à optimiser les capacités humaines et autres pour mener à bien la Stratégie. • Simplification du processus de sélection du personnel des projets de conseil. |
| <p>Des pratiques de gestion faibles exposent l'ONUSIDA à la perte de personnels essentiels et/ou à des performances insuffisantes</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Des centres d'évaluation intégrant des méthodes et des outils élargis pour évaluer les candidats sur les compétences en gestion des membres du personnel. • Les évaluations à 360° ont été étendues et liées au programme de coaching. • L'accent mis par la direction générale sur le devoir de diligence et la mise en œuvre du Plan d'action pour la gestion, des recommandations du CCI et du programme de transformation de la culture est renforcé et permanent • Révision et mise à jour des principales politiques de gestion des talents - pour le recrutement, la mobilité, ainsi que les politiques de traitement des comportements abusifs et de diversité et d'inclusion. • Les priorités identifiées par et pour l'équipe de direction générale à partir de l'enquête globale auprès du personnel ont été discutées et traitées par des actions concrètes. • Tableaux de bord et mécanismes d'examen |
| <p>Sécurité et bien-être du personnel compromis</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les obligations de diligence envers le personnel soient pleinement respectées, en particulier en ce qui concerne la pandémie de Covid-19 en cours et en évolution • Veiller à ce que les modalités de travail alternatives/flexibles soient soutenues par l'organisation. • Fournir au personnel des informations et un accès aux services pour promouvoir et protéger la santé mentale et le bien-être. • Veiller à ce que tous les bureaux disposent de plans de continuité des activités actualisés. • Veiller à ce que tous les membres du personnel prennent au moins le nombre minimum de jours de congé par an, comme le prévoit le règlement du personnel. • Garantir l'accès à l'information sur la disponibilité des soins médicaux d'urgence dans le pays et sur les établissements de santé qui reconnaissent l'assurance maladie du personnel de l'OMS • Communication régulière avec l'Association du personnel, afin de comprendre les points de vue du personnel et d'effectuer une « détection de fumée » sur les questions préoccupantes. |

| Principaux risques | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues |
|---|---|
| <p>La mise en œuvre des travaux du Programme commun (PC) est retardée et les objectifs ne sont pas atteints en raison de priorités concurrentes et d'un financement réduit tant au niveau national que régional</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Assurer le suivi des questions clés identifiées dans l'Évaluation indépendante de la réponse du système des Nations Unies 2016-2019 et mettre en œuvre la réponse de gestion correspondante, notamment pour mieux transmettre la proposition de valeur de l'ONUSIDA aux donateurs potentiels et maintenir le soutien des donateurs actuels. • Le nouvel UBRAF au-delà de 2022 doit clairement articuler la contribution du Programme commun à la réalisation de la stratégie, étayée par une théorie claire du changement, les données et les preuves les plus récentes, et un processus solide de consultation au sein du Secrétariat de l'ONUSIDA et du Programme commun, et avec les parties prenantes et les partenaires dans les pays. • Nouvel UBRAF à inclure <ul style="list-style-type: none"> ○ Cadre de résultats actualisé avec une méthodologie d'allocation des ressources plus transparente, ○ Mécanismes de redevabilité renforcés avec une priorisation et un alignement plus clairs entre les rôles et les résultats attendus ○ Cadre à moyen terme et plan de travail et budget biennal pour s'adapter à l'évolution du contexte et des besoins. • Actualiser les indicateurs de suivi des performances de l'ONUSIDA et les relier aux nouveaux indicateurs de la riposte mondiale au SIDA (Suivi mondial du SIDA), qui sont basés sur les objectifs mondiaux décrits dans la prochaine stratégie. • Une stratégie améliorée de mobilisation des ressources pour parvenir à un UBRAF entièrement financé, calibré pour offrir tout l'avantage comparatif de l'ONUSIDA dans le soutien aux pays. • Améliorer les plateformes d'assistance technique, y compris les approches innovantes. • Évaluation des capacités du Programme commun afin de fournir une vue d'ensemble de la manière dont les diverses formes d'expertise seront mobilisées et exploitées dans les différents lieux, ainsi que des lacunes et des domaines nécessitant un renforcement. • Une collaboration approfondie avec le Fonds mondial, y compris l'accord de financement, permettra d'aligner le travail et les attentes, et d'accroître la visibilité des contributions de l'ONUSIDA à l'impact et à la durabilité des investissements du Fonds mondial. • Continuer à travailler en étroite collaboration avec le PEPFAR, en fonction des domaines présentant un avantage comparatif, en orientant les investissements conformément à la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA, et en soutenant l'appropriation par les pays et la durabilité des résultats. |
| <p>L'évolution de l'agenda et des priorités des partenaires stratégiques, y compris les coparrainants et autres parties prenantes, limite leur travail sur le SIDA</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Accroître les efforts de plaidoyer, en s'engageant auprès des gouvernements, des décideurs et des donateurs dans le pays. • Renforcer la capacité de mobilisation des ressources au niveau national. • Renforcer la capacité des équipes communes à mobiliser des ressources supplémentaires. • Améliorer la visibilité des travaux des Coparrainants liés au VIH et poursuivre l'intégration du VIH dans leur mandat et leurs compétences plus larges |
| <p>Une complaisance à haut niveau et une diminution de l'attention portée à la lutte contre le SIDA</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Préparation forte et exécution de l'HLM et de la déclaration politique • Renforcer les capacités dans les domaines essentiels pour influencer l'agenda, notamment l'information stratégique et le |

| Principaux risques | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues |
|--|--|
| | <p>positionnement stratégique, ainsi qu'une meilleure intégration de la riposte au SIDA dans des cadres et des initiatives plus larges en matière de santé, de société et de développement (par exemple, la santé universelle, l'éducation pour tous) et les financements durables correspondants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démontrer la pertinence et les leçons de la riposte au VIH par rapport à des priorités concurrentes, telles que la Covid-19 et des résultats de développement plus larges, notamment en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. • • Communiquer des messages forts et cohérents sur les principales priorités, tant en interne qu'en externe (par des communications et l'engagement de ressources). • Poursuivre le leadership en matière de communication et de plaidoyer fondé sur des données probantes et axé sur les personnes |
| <p>Les donateurs diminuent considérablement leur financement pour le SIDA et l'ONUSIDA</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer de nouvelles communications soulignant le rôle stratégique et la valeur ajoutée de l'ONUSIDA dans l'aide apportée aux pays pour lutter contre la double pandémie de VIH et de COVID-19. • Poursuivre les efforts pour élargir et diversifier la base de donateurs conventionnels et explorer des financements innovants. • Développer le financement du secteur privé. • Renforcer la confiance des donateurs en améliorant la transparence et les rapports sur les actions de redevabilité de la gestion (par exemple, rapports de suivi des performances de qualité, portail de résultats et de transparence actualisé, conformité continue avec l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) et rapports sur le Pacte de financement des ODD) • Démontrer aux donateurs la valeur ajoutée du financement de base • Élaborer un nouveau cadre de résultats et de redevabilité pour le budget unifié au-delà de 2022, ainsi qu'un plan de travail et un budget biennaux, avec un engagement fort de la part du CCP et en exposant clairement le rôle de l'ONUSIDA et les résultats attendus, ainsi que la méthodologie d'allocation des ressources et les mécanismes de redevabilité éclairés par une théorie du changement pleinement articulée. • Accroître la confiance des donateurs dans l'ONUSIDA en renforçant la capacité de gestion des récompenses afin d'améliorer la mise en œuvre et les rapports efficaces et responsables de toutes les sources de financement |

Déclaration

Le contrôle interne, bien que fonctionnant efficacement, a des limites inhérentes, y compris la possibilité de contournement, quelle que soit la qualité de sa conception, et ne peut donc fournir qu'une assurance raisonnable. En outre, en raison de l'évolution des conditions, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

Je m'engage à remédier à toute faiblesse des contrôles internes qui pourrait être constatée au cours de l'année et portée à mon attention.

Sur la base de ce qui précède, je conclus qu'à ma connaissance et selon mes informations, il n'y a pas de faiblesses significatives qui empêcheraient l'Auditeur externe de fournir une opinion sans réserve sur les états financiers de l'ONUSIDA, ni d'autres questions importantes qui devraient être soulevées dans le présent document pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et jusqu'à la date d'approbation des états financiers.



Winnie Byanyima

Executive Director

Genève, le 16 mars 2021

PARTIE III

ÉTATS FINANCIERS, TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES ET NOTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Cette section du rapport financier présente la situation financière globale de l'ONUSIDA au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date. Les états financiers pertinents, les notes d'accompagnement et les tableaux justificatifs ont été préparés conformément aux exigences du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS et des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Les tableaux fournissent des détails et des explications justifiant les fonds et comptes individuels administrés par l'ONUSIDA, par le biais des systèmes financiers de l'OMS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Certification des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Les états financiers, les principes comptables et les notes aux états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Les états financiers sont également préparés conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'OMS, qui appuie administrativement l'ONUSIDA conformément à la résolution 1994/24 du Conseil économique et social, et à l'article XI du Mémoire d'accord entre les Coparrainants établissant l'ONUSIDA.

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que les notes annexes et les tableaux justificatifs sont approuvés.



George Farhat
Director, Planning Finance
And Accountability



Winnie Byanyima
Executive Director
UNAIDS

Genève, le 16 mars 2021

LETTRE DE TRANSMISSION

Girish Chandra Murmu



भारत के नियंत्रक एवं महालेखापरीक्षक
COMPTROLLER & AUDITOR GENERAL OF INDIA

Dated: June 7, 2021

Letter of Transmittal

Dear Sir/Madam,

I have the honour to present to the Programme Coordinating Board, the External Auditor's Audit Report and Opinion on the financial statements of the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS) for the financial year ended 31 December 2020.

I record my appreciation to the Programme Coordinating Board for the honor and privilege to serve as External Auditor of UNAIDS.

Yours sincerely,

Girish Chandra Murmu
Comptroller and Auditor General of India

The Chair
Programme Coordinating Board
Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
Geneva, Switzerland

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

Rapport de l'auditeur externe sur les états financiers : opinion d'audit

Opinion

Nous avons audité les états financiers du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2020, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net/la situation nette (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (état V) pour l'exercice clos à ladite date, ainsi que les notes afférentes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de l'ONUSIDA au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à ladite date, conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Base de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section ci-dessous intitulée « Responsabilités de l'auditeur au titre de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'ONUSIDA conformément aux exigences déontologiques pertinentes pour notre audit des états financiers et nous avons honoré nos autres responsabilités déontologiques conformément auxdites exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Informations autres que les états financiers et le rapport d'audit sur ceux-ci

La direction est responsable des autres informations, qui comprennent les informations de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ceux-ci.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations, et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de considérer si les autres informations sont matériellement en contradiction avec les états financiers ou avec les connaissances acquises dans le cadre de l'audit, ou si elles semblent être matériellement erronées. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance au titre des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers sans anomalie significative due à un acte frauduleux ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, la direction est responsable de l'évaluation de la capacité de l'ONUSIDA à poursuivre son activité, de la publication, le cas échéant, des questions liées à la continuité de son activité et de l'utilisation du principe comptable de continuité d'activité, sauf si la direction a l'intention de liquider l'ONUSIDA ou de cesser ses activités, ou si elle n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus de reporting financier de l'ONUSIDA.

Responsabilités de l'auditeur au titre de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent aucune anomalie significative due à un acte frauduleux ou à une erreur et de publier un rapport d'audit comprenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit permettra de détecter toute anomalie significative, le cas échéant. Des anomalies peuvent résulter d'un acte frauduleux ou d'une erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base desdits états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre, nous :

- (a) identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dues à un acte frauduleux ou à une erreur dans les états financiers, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées auxdits risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte frauduleux est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie résultant d'une erreur, car un acte frauduleux peut impliquer une collusion, une falsification, une omission intentionnelle, une fausse déclaration ou le contournement d'un contrôle interne ;
- (b) obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas afin d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'ONUSIDA ;
- (c) évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations associées fournies par la Directrice exécutive ;
- (d) tirons des conclusions sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe de continuité d'activité et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'ONUSIDA à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations associées fournies dans les états financiers ou, si lesdites informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont étayées par les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, de futurs

événements ou de futures conditions peuvent amener l'ONUSIDA à cesser son activité ;

- (e) évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et déterminons si les états financiers représentent les transactions et événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance en ce qui concerne, entre autres, le cadre et le calendrier prévus de l'audit et les principales conclusions de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

En outre, à notre avis, les transactions de l'ONUSIDA portées à notre connaissance ou que nous avons testées dans le cadre de notre audit ont été, à tous égards importants, conformes au Règlement financier de l'OMS.

Conformément à l'article XIV du Règlement financier de l'OMS, nous avons également publié un rapport détaillé sur notre audit de l'ONUSIDA.



Girish Chandra Murmu
Comptroller and Auditor General of India

7 June 2021

Statement I
Statement of Financial Position
All sources of funds as at 31 December 2020
(in US dollars)

| | Note | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|------|--------------------|--------------------|
| ASSETS | | | |
| Current assets | | | |
| Cash and cash equivalents | 4.1 | 198 093 402 | 157 182 670 |
| Accounts receivable - current | 4.2 | 109 737 473 | 118 773 647 |
| Staff receivables | 4.3 | 2 176 889 | 2 123 425 |
| Prepayments | 4.4 | 1 016 724 | 661 516 |
| Other current receivables | 4.5 | 273 438 | 271 410 |
| Total current assets | | 311 297 926 | 279 012 668 |
| Non-current assets | | | |
| Accounts receivable - non-current | 4.2 | 3 180 317 | 20 354 701 |
| Property, plant and equipment | 4.8 | 19 880 852 | 20 379 747 |
| Total non-current assets | | 23 061 169 | 40 734 448 |
| TOTAL ASSETS | | 334 359 095 | 319 747 116 |
| LIABILITIES | | | |
| Current liabilities | | | |
| Accounts payable | 4.9 | 4 709 986 | 1 867 329 |
| Staff payable | 4.10 | 240 768 | 167 370 |
| Accrued staff benefits - current | 4.11 | 11 172 401 | 8 358 543 |
| Deferred revenue - current | 4.12 | 21 007 545 | 33 069 404 |
| Long-term borrowings - current | 4.13 | 677 237 | 613 333 |
| Other current liabilities | 4.14 | 147 582 | - |
| Total current liabilities | | 37 955 519 | 44 075 979 |
| Non-current liabilities | | | |
| Accrued staff benefits - non-current | 4.11 | 164 439 125 | 47 189 712 |
| Deferred revenue - non-current | 4.12 | 3 109 883 | 20 297 717 |
| Long-term borrowings - non-current | 4.13 | 23 703 283 | 22 080 000 |
| Total non-current liabilities | | 191 252 291 | 89 567 429 |
| TOTAL LIABILITIES | | 229 207 810 | 133 643 408 |
| NET ASSETS/EQUITY | | | |
| Net assets/reserves | | | |
| Operating Reserve Fund | 4.15 | 35 000 000 | 35 000 000 |
| Equity in capital assets | | 9 094 183 | 8 416 946 |
| Common Fund | | (15 585 609) | (13 780 335) |
| Non-restricted funds | | 116 012 670 | 104 119 627 |
| Restricted funds | | 68 985 287 | 45 561 000 |
| Building Renovation Fund | 4.17 | 6 450 892 | 5 923 004 |
| Staff Benefits | | (119 506 979) | (2 105 672) |
| Non-payroll staff entitlements Fund | | 4 700 841 | 2 969 138 |
| TOTAL NET ASSETS/EQUITY | | 105 151 285 | 186 103 708 |
| TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS/EQUITY | | 334 359 095 | 319 747 116 |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

Statement II
Statement of Financial Performance
All sources of funds for the year ended 31 December 2020
(in US dollars)

| | <u>Notes</u> | <u>31 December 2020</u> | <u>31 December 2019</u> |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------|
| Revenue | 5.2 | | |
| Voluntary contributions | | | |
| Governments | | 257 816 210 | 217 250 563 |
| Cosponsoring organizations | | 6 343 310 | 3 688 171 |
| Others | | 3 701 269 | 1 798 292 |
| | | ----- | |
| Sub total voluntary contribution | | 267 860 789 | 222 737 026 |
| Miscellaneous | | 241 656 | 453 225 |
| | | ----- | |
| Total revenue | | 268 102 445 | 223 190 251 |
| | | ----- | |
| Expense | 5.3 | | |
| Staff and other personnel costs | | 150 276 808 | 107 856 288 |
| Transfers and grants to counterparts | | 78 971 493 | 74 536 016 |
| Contractual services | | 27 254 494 | 24 901 282 |
| General operating expenses | | 13 136 679 | 14 682 755 |
| Travel | | 1 509 515 | 7 809 773 |
| Equipment, vehicles and furniture | | 405 672 | 443 240 |
| Depreciation | | 549 510 | 543 944 |
| | | ----- | |
| Total expense | | 272 104 170 | 230 773 298 |
| | | ----- | |
| Finance revenue | 5.4 | 1 365 668 | 4 260 487 |
| | | ----- | |
| Total surplus/(deficit) for the year | | (2 636 057) | (3 322 560) |
| | | ----- | |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

Statement III

Statement of Changes in Net Assets/Equity

All sources of funds for the year ended 31 December 2020

(in US dollars)

| | Notes | 31 December 2020 | 2020 Movements | 2020 Adjustments | 31 December 2019 |
|--|-------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Net assets/reserves | 4.15 | | | | |
| Operating Reserve Fund | 4.16 | 35 000 000 | | | 35 000 000 |
| Equity in capital assets | | 4 458 270 | | | 4 458 270 |
| Loan adjustments | | 4 635 913 | 677 237 | | 3 958 676 |
| Total Equity in capital assets | | 9 094 183 | 677 237 | - | 8 416 946 |
| Common Fund | | | | | |
| Depreciation on property, plant and equipment | | (7 794 062) | (549 510) | | (7 244 552) |
| Revaluation reserve | | (7 791 547) | (1 255 764) | | (6 535 783) |
| Total Common Fund | | (15 585 609) | (1 805 274) | - | (13 780 335) |
| Non-restricted funds | | | | | |
| UBRAF Core unrestricted | | 116 012 670 | 12 323 043 | (430 000) | 104 119 627 |
| Restricted funds | | | | | |
| UBRAF Supplementary restricted | | 49 136 815 | 21 447 544 | | 27 689 271 |
| Extra-budgetary funds | | 19 848 471 | 1 976 742 | | 17 871 729 |
| Total Restricted | | 68 985 286 | 23 424 286 | - | 45 561 000 |
| Other Funds | | | | | |
| Building Renovation Fund | 4.17 | 6 450 892 | 97 888 | 430 000 | 5 923 004 |
| Staff Benefits Fund | | | | | |
| Terminal Payments | | 8 176 144 | (1 457 680) | | 9 633 824 |
| Staff Health Insurance | | (125 562 295) | (37 345 876) | (78 139 929) | (10 076 490) |
| Special Fund for Compensation | | (2 120 828) | (281 384) | (176 438) | (1 663 006) |
| Total Staff Benefits Fund | | (119 506 979) | (39 084 940) | (78 316 367) | (2 105 672) |
| Non-payroll staff entitlements Fund | | 4 700 841 | 1 731 703 | | 2 969 138 |
| Net assets/equity | | 105 151 284 | (2 636 057) | (78 316 367) | 186 103 708 |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

Statement IV

Statement of Cash Flow

All sources of funds for the year ended 31 December 2020

(in US dollars)

| | <u>2020</u> | <u>2019</u> |
|--|--------------------|--------------------|
| Cash flows from operating activities | | |
| Surplus/(deficit) for the year | (2 636 057) | (3 322 560) |
| Depreciation | 549 510 | 543 944 |
| Unrealized (gains)/Losses on revaluation of long-term borrowings | 1 255 764 | 1 136 682 |
| (Increase)/decrease in accounts receivables - current | 9 036 174 | (25 087 844) |
| (Increase)/decrease in accounts receivables - non-current | 17 174 384 | (7 588 378) |
| (Increase)/decrease in staff receivables | (53 464) | 281 525 |
| (Increase)/decrease in prepayments | (355 208) | (78 916) |
| (Increase)/decrease in other current receivables | (2 028) | (180 824) |
| Increase/(decrease) in accounts payables | 2 842 657 | (2 040 887) |
| Increase/(decrease) in staff payables | 73 398 | 6 158 |
| Increase/(decrease) in accrued staff benefits - current | 2 813 858 | (56 634) |
| Increase/(decrease) in deferred revenue - current | (12 061 859) | 19 095 210 |
| Increase/(decrease) in accrued staff benefits - current | 147 582 | - |
| Increase/(decrease) in deferred revenue - non-current | (17 187 834) | 7 588 378 |
| Increase/(decrease) in accrued staff benefits - non-current | 117 249 413 | (18 841 676) |
| Direct adjustments to net assets/equity | (78 316 367) | 23 138 210 |
| <i>Net cash flow from operating activities</i> | <u>40 529 923</u> | <u>(5 407 612)</u> |
| Cash flows from investing activities | | |
| (Increase)/decrease in property, plant and equipment | (50 615) | (230 604) |
| <i>Net cash flow from investing activities</i> | <u>(50 615)</u> | <u>(230 604)</u> |
| Cash flows from financing activities | | |
| Increase/(decrease) in long-term borrowings - current | 63 904 | 7 457 |
| Increase/(decrease) in long-term borrowings -non-current | 1 623 283 | 1 157 693 |
| <i>Net cash flow from financing activities</i> | <u>1 687 187</u> | <u>1 165 150</u> |
| Net Increase/(decrease) in cash and cash equivalents | <u>42 166 495</u> | <u>(4 473 066)</u> |
| Net unrealized (gains)/Losses on revaluation | (1 255 764) | (1 136 682) |
| Cash and cash equivalents at beginning of year | <u>157 182 670</u> | <u>162 792 418</u> |
| Cash and cash equivalents at end of year | <u>198 093 402</u> | <u>157 182 670</u> |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

Statement V

Statement of Comparison of Budget and Actual Amount

2020-2021 Unified Budget, Results and Accountability Framework

for the period ended 31 December 2020

(in US dollars)

| | 2020-2021 Approved core budget | Expense 2020 | Balance | Percentage implementation | |
|---------------------------|--|--------------------|--------------------|------------------------------|--------------|
| | (a) | (b) | (c) = (a-b) | (d) = (c / a) | |
| I. Result Areas | | | | | |
| 1 | HIV testing and treatment | 28 259 200 | 14 144 150 | 14 115 050 | 50.1% |
| 2 | Elimination of Mother To Child Transmission | 4 554 200 | 2 223 000 | 2 331 200 | 48.8% |
| 3 | HIV prevention among young people | 14 407 000 | 7 021 950 | 7 385 050 | 48.7% |
| 4 | HIV prevention among key populations | 16 468 800 | 8 533 550 | 7 935 250 | 51.8% |
| 5 | Gender inequality and GBV | 7 054 000 | 3 572 200 | 3 481 800 | 50.6% |
| 6 | Human rights, stigma and discrimination | 10 176 000 | 4 851 950 | 5 324 050 | 47.7% |
| 7 | Investment and efficiency | 5 252 400 | 2 670 250 | 2 582 150 | 50.8% |
| 8 | HIV and health services integration | 7 828 400 | 3 982 950 | 3 845 450 | 50.9% |
| Total Cosponsors | | 94 000 000 | 47 000 000 | 47 000 000 | 50.0% |
| II. Core Functions | | | | | |
| 1 | Leadership, advocacy and communication | 64 298 000 | 30 954 121 | 33 343 879 | 48.1% |
| 2 | Partnerships, mobilization and innovation | 55 131 000 | 26 188 638 | 28 942 362 | 47.5% |
| 3 | Strategic information | 39 985 000 | 18 100 609 | 21 884 391 | 45.3% |
| 4 | Coordination, convening & country implementation support | 64 282 000 | 30 788 961 | 33 493 039 | 47.9% |
| 5 | Governance and mutual accountability | 56 304 000 | 26 331 531 | 29 972 469 | 46.8% |
| Total Secretariat | | 280 000 000 | 132 363 860 | 147 636 140 | 47.3% |
| Grand Total | | 374 000 000 | 179 363 860 | 194 636 140 | 48.0% |

Basis differences

Capitalization of assets

(50 615)

Loan repayment

(677 237)

Total basis differences

(727 852)

Timing differences

Expenses incurred in prior period against all funds

4 364 883

Entity differences

Expenses under other funds

89 103 279

Total expense as per the Statement of Financial Performance (Statement II)

272 104 170

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. DÉCLARATION D'OBJECTIFS

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) a été créé par la résolution 1994/24 du Conseil économique et social (ECOSOC) du 26 juillet 1994 pour « entreprendre un programme commun et coparrainé des Nations Unies sur le VIH/SIDA sur la base d'une copropriété, d'une planification et d'une exécution en collaboration, et d'un partage équitable des responsabilités ». L'ONUSIDA est actuellement composé de onze organisations des Nations Unies appelées Coparrainants.³

Le Programme est dirigé par un Directeur exécutif, nommé par le Secrétaire général des Nations Unies sur recommandation des Coparrainants, qui rend compte au Conseil de Coordination du Programme, lequel fait office de conseil d'administration du Programme.

Les objectifs de l'ONUSIDA sont énoncés dans le Mémoire d'accord entre les coparrainants établissant l'ONUSIDA et dans les résolutions 1994/24 et 1995/2 du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC).

Les objectifs de l'ONUSIDA ont été affinés et actualisés dans la nouvelle vision et le nouvel énoncé de mission de l'ONUSIDA, qui ont été approuvés par le Conseil de Coordination du programme de l'ONUSIDA lors de sa 26e réunion qui a eu lieu à Genève du 22 au 24 juin 2010. Les voici :

- **Unir les efforts** des Nations Unies, de la société civile, des gouvernements, du secteur privé, des institutions internationales et des personnes les plus touchées par le VIH ;
- **S'exprimer franchement en faveur** des populations les plus touchées par le VIH pour défendre la dignité humaine, les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes ;
- **Mobiliser les ressources** (acteurs du monde politique, technique, scientifique et financier), ainsi que rappeler sans cesse les responsabilités de chacun en matière de résultats ;
- **Accorder une importance accrue aux facteurs de changement** grâce à des faits et des informations stratégiques, afin de faire en sorte et de garantir que les ressources soient utilisées pour un impact optimal ;
- **Soutenir un leadership national inclusif** destiné à apporter des réponses durables, à la fois intégrales et intégrées à la politique sanitaire nationale et aux efforts de développement.

2. BASE DE PRÉPARATION ET PRÉSENTATION

Les comptes de l'ONUSIDA sont maintenus conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'OMS, qui appuie administrativement l'ONUSIDA conformément à la résolution 1994/24 du Conseil économique et social, et à l'article XI du Mémoire d'accord entre les Coparrainants établissant l'ONUSIDA. Les conventions comptables et les pratiques d'information financière appliquées par l'ONUSIDA sont donc fondées sur le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'OMS.

³ Lorsque l'ONUSIDA a été créé en 1994, le Programme commun était composé de six organisations du système des Nations Unies : le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS, l'UNESCO et la Banque mondiale. Depuis lors, cinq autres agences des Nations unies, à savoir l'ONUDC, l'OIT, le PAM, le HCR et ONU Femmes, sont devenues coparrainants de l'ONUSIDA.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la comptabilité d'exercice et de la continuité d'exploitation et conformément aux exigences des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) en utilisant la convention du coût historique.

Période financière

L'exercice financier du programme à des fins budgétaires est un exercice biennal composé de deux années consécutives. Les états financiers sont préparés annuellement.

Monnaie fonctionnelle et conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de rapport du programme est le dollar des États-Unis.

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur, qui correspond approximativement aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les taux de change opérationnels sont fixés une fois par mois et révisés en milieu de mois en cas de fluctuations importantes des taux de change des différentes devises.

Les actifs et passifs en devises autres que le dollar des États-Unis sont convertis en dollars des États-Unis au taux de clôture de fin d'année des taux de change opérationnels des Nations Unies. Les gains ou les pertes qui en résultent sont comptabilisés dans la déclaration de performances financières.

Importance relative et utilisation de jugements et d'estimations

L'importance relative est essentielle pour la préparation des états financiers de l'ONUSIDA. Le processus d'examen de l'importance relative comptable fournit une approche systématique de l'identification, de l'analyse, de l'évaluation, de l'approbation et de l'examen périodique des décisions prises concernant l'importance relative des informations réparties dans de nombreux domaines de la comptabilité.

Les états financiers comprennent des montants basés sur le jugement, les estimations et les hypothèses de la direction. Les changements d'estimations sont reflétés dans la période où ils sont connus. Les estimations comprennent, sans s'y limiter, les obligations en matière d'assurance médicale à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant) ; le risque financier sur les créances et les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

États financiers

Conformément à la norme IPSAS 1, un jeu complet d'états financiers a été préparé comme suit :

- Déclaration de situation financière
- Déclaration de performances financières
- Déclaration de changements de l'actif net/situation nette
- Déclaration de trésorerie
- Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel : et
- Notes aux états financiers, comprenant un résumé des principales conventions comptables et d'autres informations pertinentes.

Les conventions comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente dans la préparation des états financiers tout au long de la période.

3. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

3.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts en transit, les liquidités en banque et les soldes détenus par l'OMS pour le compte de l'ONUSIDA. Ces soldes sont détenus de manière centralisée par l'OMS et investis au nom de l'ONUSIDA conformément aux règles et pratiques de l'OMS. L'ONUSIDA a adopté les notes d'information de l'OMS pour refléter les conventions comptables relatives aux investissements.

Les instruments financiers sont comptabilisés lorsque l'OMS/ONUSIDA devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument jusqu'à ce que les droits de recevoir des flux de trésorerie de ces actifs aient expiré ou aient été transférés et que l'OMS/ONUSIDA ait substantiellement transféré tous les risques et avantages de la propriété. Les investissements peuvent être classés en tant qu'actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, détenus jusqu'à leur échéance, disponibles à la vente et dépôts bancaires et autres créances. Tous les achats et ventes d'investissements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction.

Les actifs financiers ou les passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont des instruments financiers qui remplissent l'une ou l'autre des conditions suivantes : (i) ils sont détenus à des fins de transaction ; ou (ii) ils sont désignés par l'entité, lors de leur comptabilisation initiale, à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les instruments financiers qui appartiennent à cette catégorie sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit et inclus dans la déclaration de performances financières de l'OMS/ONUSIDA au cours de la période où ils surviennent. Tous les instruments dérivés, tels que les contrats d'échange, les contrats de change à terme et les options, sont classés comme détenus à des fins de transaction, à l'exception des instruments de couverture désignés et efficaces définis dans la norme IPSAS 29. Les actifs financiers des portefeuilles gérés en externe, désignés lors de leur comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, sont classés comme actifs courants ou non courants en fonction de l'horizon temporel des objectifs d'investissement de chaque portefeuille. Si l'horizon temporel est inférieur ou égal à un an, ils sont classés comme actifs courants.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixe, que l'OMS a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les produits d'intérêts étant comptabilisés sur la base du rendement effectif dans la déclaration de performances financières.

Les investissements disponibles à la vente sont classés comme tels lorsque l'OMS ne les a pas désignés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme étant détenus jusqu'à leur échéance. Les éléments disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur (y compris les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier), les variations de valeur étant comptabilisées dans l'actif net/situation nette. Les charges de dépréciation et les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans la déclaration de performances financières de l'OMS. Au 31 décembre 2020, aucun actif financier disponible à la vente n'était détenu par l'OMS.

Les dépôts bancaires et autres créances sont des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les produits à recevoir liés aux intérêts et aux dividendes ainsi que les liquidités à recevoir des investissements à régler sont inclus dans le présent document. Les dépôts et créances bancaires sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute dépréciation. Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, à l'exception des créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts

serait immatérielle. Les intérêts courus sont détenus globalement par l'OMS qui inclut la part de l'ONUSIDA attribuable à la part de la portion des dépôts bancaires détenus par l'OMS pour le compte de l'ONUSIDA.

3.2 Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir sont comptabilisés à leur valeur de réalisation nette estimée après la constitution de provisions pour non-recouvrement et après un examen minutieux de la créance en cours. Les créances courantes concernent les montants dus dans les douze mois suivant la date de clôture, tandis que les créances non courantes sont dues plus de douze mois après la date de clôture des états financiers.

Une provision pour créances douteuses est comptabilisée lorsqu'il existe un risque de dépréciation de la créance. Les variations de la provision pour créances douteuses sont comptabilisées dans la déclaration de performances financières.

3.3 Stocks

Les stocks de l'ONUSIDA ne comprennent que les publications disponibles pour la distribution, gratuitement, et n'ont aucune valeur. Les stocks ne sont pas comptabilisés dans la déclaration de situation financière (Déclaration I) car ils sont traités comme des dépenses au cours de l'année de publication.

3.4 Paiements anticipés

Les paiements anticipés concernent les montants payés aux fournisseurs pour des biens et services non encore reçus. Les avances sont versées au PNUD pour couvrir les paiements effectués au nom de l'ONUSIDA conformément à « l'Accord de travail entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) couvrant la fourniture de services d'appui administratif par le PNUD », signé en avril 1996 et mis à jour en juin 2008. En outre, des avances aux Coparrainants de l'ONUSIDA pourraient être faites pour leur permettre de mener à bien leurs mandats dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2016-2021 de l'ONUSIDA, si nécessaire.

3.5 Immobilisations corporelles (PP&E)

Les immobilisations corporelles (PP&E) d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 dollars sont comptabilisées comme des actifs non courants dans la déclaration de situation financière. Elles sont initialement comptabilisées au coût, sauf si elles sont acquises dans le cadre d'une transaction sans échange, auquel cas elles sont comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins les amortissements et les dépréciations cumulés. Les actifs patrimoniaux n'ont pas été évalués et ne sont pas pris en compte dans les états financiers.

Les gains et les pertes sur les cessions sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans la déclaration de performances financières. Des tests de dépréciation sont effectués chaque année pour toutes les immobilisations corporelles et toutes les pertes sont comptabilisées dans la déclaration de performances financières. Les indicateurs de dépréciation comprennent également l'obsolescence et la détérioration des immobilisations corporelles.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile de l'actif, à l'exception des terrains, qui ne sont pas soumis à l'amortissement. Les immobilisations

corporelles font l'objet d'un examen annuel de dépréciation afin de s'assurer que la valeur comptable est toujours considérée comme recouvrable. La durée de vie utile estimée des catégories d'actifs qui composent les immobilisations corporelles est indiquée dans le tableau ci-dessous.

| Asset Class | Estimated Useful Life (in years) |
|--------------------------|----------------------------------|
| Land | N/A |
| Buildings - Permanent | 60 |
| Buildings - Mobile | 5 |
| Fixtures and fittings | 5 |
| Vehicles and transport | 5 |
| Office equipment | 3 |
| Communications equipment | 3 |
| Audio Visual equipment | 3 |
| Computer equipment | 3 |
| Network equipment | 3 |
| Security equipment | 3 |
| Other equipment | 3 |

Les améliorations sont capitalisées sur la durée de vie restante de l'actif lorsque l'amélioration entraîne une augmentation de la durée de vie utile de l'actif ou ajoute de l'espace utilisable. La valeur résiduelle de l'actif et le coût de l'amélioration seront amortis sur la durée de vie utile ajustée (durée de vie restante). Les coûts normaux de réparation et d'entretien sont passés en dépenses l'année où ils sont encourus.

3.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, moins les amortissements et les dépréciations cumulés. L'ONUSIDA ne reconnaît les actifs incorporels que si la durée de vie utile de l'actif est supérieure à un an et si sa valeur est supérieure à 100 000 dollars. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimée selon la méthode linéaire. La durée de vie utile estimée des « logiciels acquis à l'extérieur » est comprise entre deux et six ans.

Les immobilisations incorporels sont supposées avoir une valeur résiduelle de zéro, car elles ne sont pas vendues ou transférées à la fin de leur durée de vie utile. Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un examen annuel de dépréciation.

3.7 Baux

Un bail est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, en échange d'un paiement ou d'une série de paiements, le droit d'utiliser un actif pendant une période convenue. L'ONUSIDA examine tous les baux sur une base annuelle afin de déterminer s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-exploitation.

3.8 Contributions reçues à l'avance

Les contributions reçues à l'avance résultent d'accords juridiquement contraignants entre l'ONUSIDA et ses donateurs, en vertu desquels les fonds sont reçus avant que les montants concernés ne soient dus à l'Organisation.

3.9 Comptes créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs sont des passifs pour des biens et services reçus par le programme mais qui n'ont pas encore été payés. Les charges à payer sont des passifs pour lesquels des biens et des services ont été reçus par le programme mais n'ont pas été payés et pour lesquels une facture de paiement à effectuer n'a pas encore été reçue. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont comptabilisés au coût, l'actualisation étant considérée comme non significative.

3.10 Avantages des employés

L'ONUSIDA reconnaît les catégories suivantes d'avantages sociaux des employés :

- les avantages du personnel à court terme qui sont dus intégralement dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice comptable au cours duquel les employés rendent le service correspondant ;
- les avantages postérieurs à l'emploi ;
- les autres avantages sociaux à long terme ; et
- les indemnités de licenciement

3.10a Avantages du personnel à court terme

Des passifs sont établis pour les avantages du personnel à court terme, y compris des éléments tels que les traitements, les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés et les congés de maladie payés, ainsi que les avantages non monétaires (tels que les soins médicaux) pour les employés actuels. Des hypothèses et des évaluations actuarielles ont été utilisées pour mesurer les congés annuels accumulés. En outre, des passifs sont établis pour la valeur des congés accumulés, des congés payés différés et des heures supplémentaires acquises mais non payées à la date du rapport, ainsi que pour les subventions pour l'éducation payables à la date du rapport qui n'ont pas été incluses dans les dépenses courantes.

3.10b Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les régimes de retraite, les soins médicaux après cessation de l'emploi et les assurances après cessation de l'emploi. Sont également incluses les prestations auxquelles les membres du personnel éligibles ont droit à la fin de leur contrat et comprennent les primes de rapatriement, le déménagement et le voyage de rapatriement. Les avantages postérieurs à l'emploi dans le cadre de régimes à prestations définies sont évalués à la valeur actuelle de la prestation due définie, avec ajustement tenant compte des gains et pertes actuariels non comptabilisés et des coûts des services passés non comptabilisés.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'ONUSIDA est une organisation membre participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir au personnel des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et autres prestations connexes. La Caisse des pensions est un régime par capitalisation, multi-employeurs, à prestations définies. Comme le précise l'article 3 (b) des Statuts de la Caisse, l'affiliation à la Caisse est ouverte aux institutions spécialisées et à toute autre organisation internationale ou intergouvernementale qui participe au régime commun des traitements, indemnités et autres conditions d'emploi des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le régime expose les organisations participantes à des risques actuariels liés au personnel actuel et ancien d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour attribuer l'obligation, les actifs du régime et les coûts aux organisations individuelles participant au régime. L'ONUSIDA et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à l'instar des autres organisations participantes à la Caisse, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle de l'ONUSIDA dans l'obligation au titre des prestations définies, des actifs du régime et des coûts associés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. Par conséquent, l'ONUSIDA a traité ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies, conformément aux exigences de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les contributions de l'ONUSIDA au régime au cours de l'exercice financier sont comptabilisées comme des dépenses dans la déclaration de performances financières.

3.11 Coûts d'emprunt

L'ONUSIDA a contracté un prêt sans intérêt auprès du gouvernement suisse et du canton de Genève, conjointement avec l'OMS, pour la construction du bâtiment ONUSIDA/OMS à Genève. Il n'y a pas de frais d'emprunt associés à ce prêt. Les emprunts sont actuellement comptabilisés au coût amorti ; toute différence entre le produit et la valeur de remboursement est comptabilisée dans la déclaration de performances financières sur la période des emprunts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Comme le prêt reçu par l'ONUSIDA est un prêt sans intérêt, l'avantage pour l'ONUSIDA de cet arrangement a été traité comme une contribution en nature.

3.12 Revenus différés

Les revenus différés sont comptabilisés lorsque les accords juridiquement contraignants entre le programme et ses donateurs (y compris les gouvernements, les organisations internationales et les institutions privées et publiques) sont confirmés et que les fonds sont affectés et dus dans les périodes futures. Les revenus différés dont l'échéance est supérieure à un an à compter de la date de clôture ont été classés comme non courants.

3.13 Provisions et passifs éventuels

Des provisions sont constituées pour des charges et des passifs futurs lorsque l'ONUSIDA a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés et qu'il est probable que

le Programme devra régler cette obligation. Les provisions sont comptabilisées en tant que dépenses dans la déclaration de performances financières et un passif correspondant est établi dans la déclaration de situation financière lorsque la survenance de l'obligation de règlement a été constatée et peut être raisonnablement estimée.

Les autres engagements qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation des passifs sont présentés dans les notes aux états financiers comme des passifs éventuels lorsque leur existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'ONUSIDA.

3.14 Actifs éventuels

Les actifs éventuels seront présentés lorsqu'un événement donne lieu à une entrée probable d'avantages économiques ou de potentiel de service et qu'il existe des informations suffisantes pour évaluer la probabilité de l'entrée d'avantages économiques ou de potentiel de service.

3.15 Reconnaissance des revenus

Contributions volontaires - L'ONUSIDA ne reçoit que des contributions volontaires. Les contributions volontaires sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les contributions volontaires qui sont soutenues par des accords de financement formels signés par les deux parties sont comptabilisées comme des revenus au moment où l'accord devient contraignant et où le contrôle de l'actif sous-jacent est obtenu. Lorsqu'il n'y a pas de conditions de paiement spécifiées par le contributeur ou que les conditions de paiement sont dans l'année comptable en cours, les revenus sont reconnus immédiatement.

Les accords qui sont soumis à des conditions telles que la performance et/ou la réception de fonds sont conditionnés à une certaine date future, de tels accords sont établis en comptabilisant une créance et un revenu différé correspondant comme un passif. Les revenus sont comptabilisés lorsque la condition est remplie.

Contributions en nature et en service - Les apports de biens ou de services en nature ou en service sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel l'ONUSIDA a reçu l'apport. Ils sont comptabilisés et reflétés comme revenus et dépenses dans les fonds hors budget de base à la meilleure estimation de leur juste valeur.

3.16 Reconnaissance des dépenses

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment où les biens ont été livrés ou les services rendus et non au moment où l'argent ou son équivalent est payé.

3.17 Information sectorielle - comptabilité par fonds

La comptabilité par fonds est une méthode de séparation des ressources en catégories (c'est-à-dire en fonds) pour identifier à la fois la source et l'utilisation des fonds. La création de ces fonds permet de mieux rendre compte des revenus et des dépenses et de distinguer un groupe d'activités pour atteindre ses objectifs et prendre des décisions pour l'affectation future des ressources. Les cinq types de fonds pour l'ONUSIDA sont les fonds de base du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités, les fonds supplémentaires du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités, les fonds extrabudgétaires, le fonds commun et les avantages du personnel et les autres fonds. Tout transfert entre fonds qui entraînerait une duplication des revenus et/ou des dépenses (y compris les coûts de soutien au programme) est éliminé lors de la consolidation. Les actifs et les passifs de l'ONUSIDA ne sont pas affectés à des fonds individuels puisque la propriété en revient au Programme. Toutefois, les soldes des fonds respectifs et la réserve de fonds de roulement sont comptabilisés.

3.18 Déclaration de trésorerie

La déclaration de trésorerie (Déclaration IV) est préparée selon la méthode indirecte.

3.19 Comparaison budgétaire

Le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités continue d'être préparé sur une base de trésorerie modifiée et est présenté dans les états financiers en tant que Déclaration V, Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel. Le Conseil de Coordination du Programme approuve le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités et les états financiers de l'ONUSIDA englobent toutes les activités du Programme.

Comme le stipule la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable au budget doivent, lorsque les états financiers et le budget ne sont pas préparés sur une base comparable, être rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers, en identifiant séparément toute différence de base, de calendrier, de présentation et d'entité. Il peut également y avoir des différences dans les formats et les systèmes de classification adoptés pour la présentation des états financiers et du budget. Étant donné que les bases utilisées pour préparer le budget et les états financiers diffèrent, et afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers, un rapprochement entre les montants réels présentés dans la Déclaration V et les montants réels présentés dans la Déclaration II et la Déclaration IV est inclus dans les notes aux états financiers.

4. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À LA DÉCLARATION DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les soldes des comptes bancaires d'avance, la petite caisse, les dépôts en espèces en transit et les soldes détenus par l'OMS pour le compte de l'ONUSIDA. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus pour répondre aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour des investissements ou d'autres objectifs. Le solde reflète également la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans les portefeuilles gérés par les gestionnaires de portefeuille.

Le total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevait à 198 093 402 de dollars au 31 décembre 2020 (157 182 670 de dollars au 31 décembre 2019).

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|---|--------------------|--------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Cash on hand and at bank (imprest accounts) | 114 703 | 125 780 |
| Cash held on behalf of UNAIDS by WHO | 197 978 699 | 157 056 890 |
| Total cash and cash equivalents | 198 093 402 | 157 182 670 |

Investissements

Les détails des principales conventions et méthodes comptables adoptées - critères de comptabilisation et de décomptabilisation, base d'évaluation et base sur laquelle les gains et les pertes sont comptabilisés - sont présentés dans les conventions comptables.

Les principaux objectifs des investissements sont la préservation du capital, le maintien de liquidités suffisantes pour faire face à tous les paiements des engagements à temps et l'optimisation du rendement des revenus. La politique d'investissement reflète la nature des fonds, qui peuvent être détenus à court terme, dans l'attente de la mise en œuvre d'un programme, ou à plus long terme afin d'honorer les engagements au titre des autres fonds à long terme de l'Organisation.

Les investissements à court terme sont des fonds liés à la mise en œuvre d'un programme en cours, qui sont investis en espèces et en obligations d'État, d'agences et d'entreprises de haute qualité et à court terme, ainsi qu'en dépôts à terme, comme défini dans la politique d'investissement approuvée. Les investissements inclus dans les « actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'excédent et du déficit » comprennent des titres à revenu fixe et des instruments dérivés détenus pour couvrir les engagements prévus et les besoins de trésorerie imprévus. Les actifs financiers des portefeuilles gérés en externe désignés lors de leur comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du surplus ou du déficit sont classés comme des investissements à court terme lorsque l'objectif de l'horizon d'investissement de ces portefeuilles est inférieur ou égal à un an. Pour des raisons d'investissement tactique à court terme, les gestionnaires externes de ces portefeuilles peuvent décider de temps à autre d'allonger temporairement la durée moyenne de ces portefeuilles à un peu plus d'un an. Cela ne changera pas la classification à court terme de ces actifs financiers, sauf si l'objectif d'horizon d'investissement du portefeuille et la durée de son indice de référence ont été modifiés pour dépasser un an. Les placements du portefeuille « détenus jusqu'à leur échéance » dont la durée est inférieure à un an sont classés comme actifs courants dans la catégorie des « actifs financiers au coût amorti ».

Les investissements à long terme sont destinés aux fonds gérés dans le cadre du compte de paiements terminaux, tel que défini dans la politique d'investissement approuvée, et sont investis dans des obligations d'État, d'agences et de sociétés de haute qualité, à échéance moyenne et longue. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit lors de leur comptabilisation initiale dans le portefeuille d'investissement du Fonds des paiements terminaux sont classés comme des investissements à long terme conformément à l'objectif d'horizon d'investissement du portefeuille et à la durée de son indice de référence, qui sont tous deux supérieurs à un an.

Exposition aux risques

L'ONUSIDA partage le risque de l'OMS qui est exposée à des risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix des investissements. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines de ses expositions aux risques. Conformément au Règlement financier de l'OMS, les fonds qui ne sont pas nécessaires pour une utilisation immédiate peuvent être investis. Tous les investissements sont effectués dans le cadre de la politique d'investissement approuvée par le directeur général de l'OMS. Certains portefeuilles sont gérés par des gestionnaires externes nommés par l'OMS pour gérer les fonds conformément à un mandat défini. Le comité consultatif d'investissement examine régulièrement les politiques d'investissement, la performance des investissements et le risque d'investissement pour chaque portefeuille d'investissement. Le Comité est composé de spécialistes externes des investissements qui peuvent faire des recommandations d'investissement au Directeur général de l'OMS.

Risque de crédit

L'ONUSIDA partage des risques de crédit similaires à ceux de l'OMS et publie des informations complètes à ce sujet. Les investissements de l'OMS sont largement diversifiés afin de limiter son exposition au risque de crédit vis-à-vis de toute contrepartie d'investissement individuelle. Les investissements sont assortis d'un large éventail de contreparties en utilisant des limites minimales de qualité de crédit et des limites maximales d'exposition par contrepartie (et par groupes de contreparties liées) établies dans les mandats d'investissement. Ces limites sont

appliquées à la fois aux portefeuilles gérés en interne par l'unité de trésorerie de l'OMS et aux portefeuilles gérés par des gestionnaires d'investissement externes. L'unité de trésorerie de l'OMS surveille l'exposition totale aux contreparties pour tous les portefeuilles gérés en interne et en externe afin de s'assurer que l'exposition totale aux contreparties pour tous les portefeuilles est suivie et gérée.

Le risque de crédit et de liquidité pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie est minimisé en n'investissant que dans des institutions financières majeures qui ont reçu des notations de crédit de qualité de la part des principales agences de notation de crédit. L'unité de trésorerie de l'OMS examine régulièrement les notations de crédit des contreparties approuvées et prend rapidement des mesures lorsqu'une notation de crédit est dégradée.

Risque de taux d'intérêt

L'ONUSIDA est exposé au risque de taux d'intérêt par le biais d'investissements à revenu fixe à court et à long terme. La durée des placements est une mesure de la sensibilité aux variations des taux d'intérêt du marché, et la durée moyenne effective des placements de l'OMS au 31 décembre 2020 était de 1 an pour les placements à court terme (hors dépôts bancaires) et de 7 ans pour les placements à long terme. Une augmentation de 1 % du taux d'intérêt entraînerait une diminution de 1 % de la valeur des investissements à court terme (hors dépôts bancaires) et une diminution de 7 % de la valeur des investissements à long terme. Les taux d'intérêt sur les dépôts bancaires à court terme sont fixés au moment de l'investissement ; leur valeur n'est pas affectée par un quelconque mouvement ultérieur des taux d'intérêt.

Les dérivés à revenu fixe peuvent être utilisés par les gestionnaires d'investissement externes pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le cadre de directives d'investissement strictes. En général, les instruments de taux d'intérêt sont utilisés pour la gestion de la durée du portefeuille et le positionnement stratégique sur les taux d'intérêt.

Risque de change

L'ONUSIDA reçoit des contributions volontaires et effectue des paiements dans des devises autres que le dollar américain et il est exposé au risque de change lié aux fluctuations des taux de change. Les gains et pertes de change sur l'achat et la vente de devises, la réévaluation des soldes des livres de caisse et toutes les autres différences de change sont ajustés par rapport aux fonds et comptes éligibles pour recevoir des intérêts dans le cadre du programme de répartition des intérêts. La conversion en dollars américains des transactions exprimées dans d'autres devises est effectuée aux taux de change opérationnels des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la clôture de l'exercice. Des contrats de change à terme sont négociés pour couvrir les risques de change et gérer les flux de trésorerie à court terme. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés résultant du règlement et de la réévaluation des transactions en devises hors dollars sont comptabilisés dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II).

Couverture des risques de change sur les coûts salariaux futurs

La valeur des dépenses salariales non libellées en dollars (c'est-à-dire en francs suisses) en 2020 a été protégée de l'impact des fluctuations des taux de change par rapport au dollar américain. La protection a été affectée par la transaction de contrats de change à terme au cours de 2020. Au 31 décembre 2020, les contrats de couverture de change à terme s'élevaient à 17,6 millions de francs suisses. Le gain net non réalisé sur ces contrats s'élève à 0,8 million de dollars au 31 décembre 2020 (gain non réalisé de 0,2 million de dollars au 31 décembre 2019). Les gains ou pertes réalisés sur ces contrats seront enregistrés à l'échéance des contrats et appliqués au cours de l'année 2021.

Couverture des risques de change sur les créances et les dettes

Le risque de change résulte des différences entre les taux de change auxquels les créances ou les dettes en devises étrangères sont enregistrées, et les taux de change auxquels l'encaissement ou le paiement est ensuite enregistré. Un programme mensuel de couverture des devises est en place pour se protéger contre ce risque de change. Sur une base mensuelle, les expositions relatives aux comptes à recevoir et aux comptes créditeurs sont compensées par devise et chaque exposition nette significative aux devises étrangères est achetée ou vendue à terme en utilisant un contrat de change à terme égal et opposé à l'exposition nette aux devises.

Ces expositions sont rééquilibrées à la fin de chaque mois pour coïncider avec les paramètres des taux de change opérationnels mensuels des Nations Unies. Grâce à ce processus, les gains ou pertes de change réalisés sur les contrats de change à terme correspondent aux pertes et gains de change non réalisés correspondants sur les mouvements des comptes à recevoir et créditeurs nets. Au 31 décembre 2020, le total des contrats de couverture de change à terme par devise pour l'ONUSIDA était le suivant :

| Currency forward sold | Sum amount sold | Sum amount bought | Net unrealized gain/(loss) |
|------------------------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| | | (US dollars) | (US dollars) |
| Australian dollar | 9 000 000 | 6 854 238 | (85 879) |
| Canadian dollar | 5 000 000 | 3 911 727 | (12 865) |
| Swiss Francs | 10 000 000 | 11 331 920 | 25 328 |
| Total | | 22 097 885 | (73 416) |

4.2 Comptes à recevoir

Au 31 décembre 2020, 112,9 millions de dollars de contributions à recevoir étaient en cours (139,1 millions de dollars au 31 décembre 2019). Un total de 86,6 millions de dollars de cette créance est dû à des lettres de crédit en cours auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique ; et 26,3 millions de dollars représentent des créances dues au cours d'exercices financiers futurs (réparties entre l'exercice en cours, 2022 et au-delà).

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Accounts receivable - current | | |
| Unified Budget, Results and Accountability Framework | 68 085 292 | 89 563 560 |
| Supplementary Funds | 39 406 973 | 26 094 157 |
| Extra-budgetary Funds | 2 245 208 | 3 115 930 |
| Allowance for doubtful debt against Extra-budgetary Funds | - | - |
| Total accounts receivable - current | 109 737 473 | 118 773 647 |
| Accounts receivable - non-current | | |
| Unified Budget, Results and Accountability Framework | 3 109 883 | 16 300 410 |
| Supplementary Funds | - | 1 843 787 |
| Extra-budgetary Funds | - | 2 153 520 |
| Others | 70 434 | 56 984 |
| Total accounts receivable - non current | 3 180 317 | 20 354 701 |
| Total accounts receivable | 112 917 790 | 139 128 348 |

4.3 Créances du personnel

Conformément au Règlement et au Statut du personnel de l’OMS, les membres du personnel ont droit à certaines avances, dont le salaire, le loyer, la subvention pour l’éducation et les avances de déplacements. Les avances sont récupérées périodiquement sur les salaires du personnel par le biais de la paie, sauf pour les subventions pour l’éducation qui sont réglées à la fin de l’année scolaire. Les membres du personnel international peuvent recevoir une avance égale au montant estimé de la subvention pour l’éducation pour chaque enfant au début de l’année scolaire qui sera réglée à la fin de l’année scolaire.

Au 31 décembre 2020, 2,2 millions de dollars de créances du personnel étaient en cours, notamment des avances sur salaire, des avances sur loyer, des avances sur frais de déplacements et des avances sur les subventions pour l’éducation (2,1 millions de dollars au 31 décembre 2019). Les avances sur les subventions pour l’éducation représentent les avances faites aux membres du personnel pour l’année scolaire 2020-2021.

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Staff receivables | | |
| Salary advances | 31 950 | 39 158 |
| Rental advances | 115 962 | 197 035 |
| Education Grant advances | 1 680 638 | 1 735 671 |
| Travel advances | 44 254 | 6 450 |
| Expected Sick Leave Insurance Contribution | 270 993 | 123 945 |
| Other staff receivables | 33 091 | 21 166 |
| Total staff receivables | 2 176 889 | 2 123 425 |

4.4 Paiements anticipés

La valeur totale des paiements anticipés au 31 décembre 2020 était de 1 million de dollars (0,7 million de dollars au 31 décembre 2019). Sur ce montant, 0,5 million de dollars représente des paiements aux fournisseurs avant la réception de biens ou de services qui seront imputés aux dépenses en 2021. Le montant restant de 0,5 million de dollars concerne les avances faites au PNUD pour couvrir les paiements effectués au nom de l'ONUSIDA.

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Prepayments | | |
| Advances to UNDP | 493 133 | 481 411 |
| Advances to Suppliers | 523 591 | 180 105 |
| Total prepayments | 1 016 724 | 661 516 |

4.5 Autres créances courantes

Au 31 décembre 2020, 0,3 million de dollars d'autres créances étaient en cours (0,3 million de dollars au 31 décembre 2019), représentant principalement des créances de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

4.6 Stocks

Le Secrétariat ne détenait que des publications destinées à être distribuées, sans valeur réalisable. Le coût des publications comptabilisé en 2020 était nul.

4.7 Immobilisations incorporelles

Le Secrétariat n'a pas d'actifs incorporels à déclarer.

4.8 Immobilisations corporelles (PP&E)

Bâtiments

La valeur comptable de l'immeuble du siège de l'ONUSIDA a été calculée au coût moins les amortissements. Le bâtiment a été construit conjointement avec l'OMS et la propriété est reconnue à la valeur de 50 % avec l'OMS. Le terrain sur lequel le bâtiment a été construit a été mis gratuitement à disposition par le gouvernement suisse. La valeur du terrain n'a donc pas été évaluée et présentée dans les états financiers. La durée de vie utile estimée du bâtiment a été déterminée à 60 ans et a été amortie selon la méthode linéaire.

Installations et équipements

L'ONUSIDA a capitalisé toutes les installations et tous les équipements achetés en 2020 d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 dollars.

Au 31 décembre 2020, la valeur totale des immobilisations corporelles comptabilisées (nettes des amortissements cumulés) s'élevait à 19,9 millions de dollars (20,4 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Sur lesquels la valeur totale des biens (nets des amortissements cumulés) était de 19,6 millions de dollars (20,1 millions de dollars au 31 décembre 2019) et la valeur totale des équipements (nets des amortissements cumulés) était de 0,24 million de dollars (0,32 million de dollars au 31 décembre 2019).

La valeur des actifs achetés au cours de l'année 2020 s'est élevée à 50 615 dollars et a été amortie pour un montant de 7 678 dollars au prorata de leur date de mise en service selon la méthode linéaire. Les équipements dont la valeur d'origine s'élève à 1,6 million de dollars ont été entièrement amortis et sont toujours utilisés par le Secrétariat.

| | Building | Furniture and Fixtures | Vehicles | Communications and IT Equipment | Other Equipment | Total |
|---|-------------------|-------------------------------|-----------------|--|------------------------|-------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Cost or fair value | 25 613 445 | 11 298 | 1 249 700 | 346 040 | 403 817 | 27 624 299 |
| Accumulated depreciation | (5 549 583) | (11 298) | (987 497) | (330 405) | (365 769) | (7 244 552) |
| Total carrying cost as at 31 December 2019 | 20 063 862 | - | 262 202 | 15 635 | 38 048 | 20 379 747 |
| Movements 1 January to 31 December 2020 | | | | | | |
| Additions | - | - | 25 675 | 16 605 | 8 335 | 50 615 |
| Disposals | | | | | | - |
| Depreciation | (426 891) | - | (90 373) | (10 172) | (22 074) | (549 510) |
| Total property, plant and equipment | 19 636 971 | - | 197 505 | 22 067 | 24 309 | 19 880 852 |

| | Building | Furniture and Fixtures | Vehicles | Communications and IT Equipment | Other Equipment | Total |
|---|-------------------|-------------------------------|-----------------|--|------------------------|-------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Cost or fair value | 25 613 445 | 11 298 | 1,249,699.59 | 346 040 | 403 817 | 27 624 299 |
| Accumulated depreciation | (5 549 583) | (11 298) | (987 497) | (330 405) | (365 769) | (7 244 552) |
| Total carrying cost as at 31 December 2019 | 20 063 862 | - | 262 202 | 15 635 | 38 048 | 20 379 747 |
| Movements 1 January to 31 December 2020 | | | | | | |
| Additions | - | - | 25 675 | 16 605 | 8 335 | 50 615 |
| Disposals | | | | | | - |
| Depreciation | (426 891) | - | (90 373) | (10 172) | (22 074) | (549 510) |
| Total property, plant and equipment | 19 636 971 | - | 197 505 | 22 067 | 24 309 | 19 880 852 |

4.9 Comptes créditeurs

Il s'agit du montant total dû aux fournisseurs pour les biens et services. Le total des comptes créditeurs pour les activités du programme de l'ONUSIDA au 31 décembre 2020 était de 4,7 millions de dollars (1,9 million au 31 décembre 2019).

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Accounts payable | | |
| Payables to suppliers | 2 887 575 | 926 773 |
| Non-staff meeting participants payable | 10 854 | 15 714 |
| Accrual of goods and services | 1 811 557 | 924 842 |
| Total - accounts payable | 4 709 986 | 1 867 329 |

4.10 Sommes à verser pour le personnel

Le solde total à verser pour le personnel au 31 décembre 2020 était de 0,24 million de dollars (0,24 million de dollars au 31 décembre 2019). Ces montants concernent les salaires à payer et les autres passifs liés au personnel.

Staff Payables

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Staff payables | | |
| Salaries payable | 162 079 | 103 725 |
| Other staff payables | 78 689 | 134 970 |
| Total - staff payables | 240 768 | 238 695 |

4.11 Avantages du personnel à payer

Les avantages du personnel de l'ONUSIDA sont déterminés par des actuaires professionnels. Les études actuarielles commandées ont déterminé divers passifs à établir pour couvrir différents avantages du personnel conformément aux normes IPSAS pour l'OMS, l'ONUSIDA et les autres entités non consolidées au 31 décembre 2020. Les études actuarielles professionnelles ont été calculées sur la base des données du personnel et de l'expérience des paiements passés. Selon les études actuarielles au 31 décembre 2020, le passif total pour les avantages du personnel s'élevait à 276,9 millions de dollars (dont 175,6 millions de dollars sont reflétés dans nos comptes).

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Accrued staff benefits - current | | |
| Terminal Payments | 11 157 724 | 8 282 133 |
| Special fund for compensation | 14 677 | 5 085 |
| Total accrued staff benefits - current | 11 172 401 | 8 287 218 |
| Accrued staff benefits -non-current | | |
| Terminal payments | 11 360 092 | 10 044 714 |
| After-service health insurance | 150 695 211 | 35 209 406 |
| Special fund for compensation | 2 383 822 | 1 935 592 |
| Total accrued staff benefits - non-current | 164 439 125 | 47 189 712 |
| Accrued staff benefits | | |
| Terminal payments | 22 517 816 | 18 326 847 |
| After-service health insurance | 150 695 211 | 35 209 406 |
| Special fund for compensation | 2 398 499 | 1 940 677 |
| Total accrued staff benefits | 175 611 526 | 55 476 930 |

Paiements terminaux

Le Fonds des paiements terminaux a été créé pour financer les indemnités de fin de carrière des membres du personnel, y compris les primes de rapatriement, les congés annuels, le voyage de rapatriement et le déménagement lors du rapatriement. Il est financé par une provision budgétaire pour les salaires et les indemnités de poste.

Les passifs relatifs aux indemnités de rapatriement et aux congés annuels sont déterminés par des actuaires-conseils indépendants. Toutefois, les congés à payer sont calculés sur la base d'un départ immédiat - c'est-à-dire comme si tout le personnel se séparait immédiatement - et ne sont donc pas actualisés.

Les études actuarielles au 31 décembre 2020 ont estimé que le total des passifs liés aux paiements terminaux (à l'exception des congés annuels) s'élevait à 12,5 millions de dollars (11,2 millions au 31 décembre 2019). Ce calcul ne comprend pas le coût de l'allocation de fin de service et de la séparation par accord mutuel.

Les droits aux congés annuels s'élevaient à 9,9 millions de dollars au 31 décembre 2020 (7,1 millions de dollars au 31 décembre 2019), soit une augmentation de 2,8 millions de dollars.

Assurance maladie après la cessation de service

L'ONUSIDA participe à un régime d'assurance maladie qui est géré comme une entité distincte, l'Assurance maladie du personnel de l'OMS, et qui a sa propre gouvernance. Il prévoit le remboursement des frais de soins de santé médicalement reconnus engagés par les membres du personnel, les personnes à charge reconnues et le personnel retraité. Il est financé par les cotisations des participants et du Programme.

L'ONUSIDA a comptabilisé les passifs en matière d'assurance maladie du personnel comme un avantage postérieur à l'emploi. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans l'actif net/situation nette conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

Les prestations dues définies au 31 décembre 2020, déterminées par des actuaires professionnels sur la base des données relatives au personnel et de l'expérience des paiements passés fournie par l'OMS, s'élevaient à 252 millions de dollars (118,6 millions de dollars au 31 décembre 2019), dont 101,3 millions de dollars sont financés (y compris la réserve des dépenses engagées mais non payées), d'où un passif net non financé de 150,7 millions de dollars qui figure dans la Déclaration de situation financière (Déclaration I). Vous trouverez de plus amples informations sur l'assurance maladie du personnel dans le rapport annuel sur l'assurance maladie du personnel.

Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), la perte actuarielle de 78,1 millions de dollars a été transférée directement à l'actif net/situation nette en 2020 et une charge à payer supplémentaire de 37,4 millions de dollars a été imputée aux frais de personnel dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II).

Il convient de noter que si l'étude actuarielle de l'assurance maladie après la cessation de service fait état d'un passif non financé de 150,7 millions de dollars au 31 décembre 2020, suite à la décision du Conseil de Coordination du Programme, lors de sa 30^{ème} réunion (tenue en juin 2012), de financer intégralement les passifs liés au personnel de l'organisation à partir du solde du fonds, un total de 25,1 millions de dollars a été attribué jusqu'à présent pour financer le passif de l'assurance maladie après la cessation de service. Par conséquent, le passif non financé de l'ASHI au 31 décembre 2020 s'élevait à 125,6 millions de dollars (soit 150,7 millions de dollars selon l'étude actuarielle moins le financement de 25,1 millions de dollars).

Fonds spécial d'indemnisation

En cas de décès ou d'invalidité imputable à l'exercice de fonctions officielles d'un membre du personnel éligible, le Fonds spécial d'indemnisation couvre tous les frais médicaux, hospitaliers et directement liés raisonnables, ainsi que les frais funéraires. En outre, le fonds versera une indemnité au personnel handicapé (pour la durée de son handicap) ou aux membres survivants de sa famille.

L'ONUSIDA comptabilise le Fonds spécial d'indemnisation comme un avantage postérieur à l'emploi. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans l'actif net/situation nette conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

Selon l'étude actuarielle, le passif total était de 2,4 millions de dollars au 31 décembre 2020 (1,9 million de dollars au 31 décembre 2019). Conformément à la norme IPSAS 39, la perte actuarielle de 0,2 million de dollars a été transférée directement à l'actif net/situation nette en 2020 et une charge à payer supplémentaire de 0,3 million de dollars a été comptabilisée par nature de dépenses dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II).

Calculs actuariels

Staff Benefits as per Actuarial Valuation

IPSAS Disclosure tables as at 31 December 2020

| Description | After Service Health Insurance | Terminal Payments excluding Accrued Annual Leave | Special Fund for Compensation |
|--|--------------------------------|--|-------------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) |
| RECONCILIATION OF DEFINED BENEFIT OBLIGATIONS | | | |
| Defined Benefit Obligation at 31-Dec-2019 | 118 571 717 | 11 202 635 | 1 940 677 |
| Service cost for 2020 | 8 347 683 | 598 075 | 250 374 |
| Interest on Defined Benefit Obligation for 2020 | 2 131 804 | 318 582 | 31 010 |
| (Actual Gross Benefit Payments in 2020) | (364 049) | (163 705) | |
| (Actual After Service Admin Expenses in 2020) | (24 364) | | |
| Actual Contributions by After Service Participants in 2020 | 140 469 | | |
| Plan Amendments Adopted during 2020 | 34 365 387 | | |
| (Gain)/Loss on DBO Due to Financial Assumption Changes | 89 547 541 | 396 211 | 26 059 |
| (Gain)/Loss on DBO Due to Other Assumption Changes | (712 869) | 113 209 | 150 379 |
| Defined Benefit Obligation at 31-Dec-2020 | 252 003 319 | 12 465 007 | 2 398 499 |
| RECONCILIATION OF ASSETS | | | |
| Market value of ASHI Assets at 31-12-2019, Gross of IBNP Reserve | 84 623 311 | | |
| (Actual Total Gross Benefit Payments for 2020) | (4 442 824) | (163 705) | |
| (Actual Total SHI Administrative Expenses in 2020) | (296 334) | | |
| Actual Total SHI Participant Contributions during 2020 | 3 502 579 | | |
| Actual Total Organization Contributions during 2020 | 6 942 245 | 163 705 | |
| Interest on Net WHO-Administered SHI Assets for 2020 | 1 568 086 | | |
| Gain/(Loss) on Plan Assets during 2020 | 10 991 045 | | |
| Assets at 31-Dec-2020, for SHI Net of 470.1 Reserve | 102 888 108 | - | - |
| RECONCILIATION of Incurred-But-Not-Paid Reserve, Offset to Assets | | | |
| Incurred-But-Not-Paid Reserve at 31-12-2019 | 1,261,000 | | |
| Interest On Incurred-but-Not-Paid Reserve for 2020 | 22,698 | | |
| (Gain)/Loss on Incurred-But-Not-Paid Reserve | 296 302 | | |
| Incurred-But-Not-Paid Reserve at 31-12-2020 | 1 580 000 | | |
| Net Assets (Gross Assets Minus Incurred-but-Not-Paid Reserve at 31-12-2020) | | | |
| RECONCILIATION OF FUNDED STATUS | | | |
| Defined Benefit Obligation (DBO) | | | |
| Active | 219 084 428 | 12 465 007 | 2 039 225 |
| Inactive | 32 918 891 | | 359 274 |
| Total DBO | 252 003 319 | 12 465 007 | 2 398 499 |
| Plan Assets | | | |
| (Gross Plan Assets) | (102 888 108) | | |
| Offset for WHO 470.1 Reserve | | | |
| (Net Plan Assets) | (102 888 108) | - | - |
| Net (Surplus)/Deficit | 150 695 211 | 12 465 007 | 2 398 499 |
| Current (Asset)/Liability | | 1 104 915 | 14 677 |
| Noncurrent (Asset)/Liability | 150 695 211 | 11 360 092 | 2 383 822 |
| Unrecognized Gain/(Loss) | | 509 420 | 176 438 |
| Net (Asset)/Liability Recognized in Statement of Financial Position | 150 695 211 | 11 360 092 | 2 383 822 |
| (Gain)/Loss on Defined Benefit Obligation | 78 139 929 | | |
| Current (Asset)/Liability | | 1 104 915 | 14 677 |
| Non-current (Asset)/Liability | 150 695 211 | 11 360 092 | 2 383 822 |
| Net (Asset)/Liability Recognized in Statement of Financial Position | 150 695 211 | 12 465 007 | 2 398 499 |
| Annual Expense for 2020 | | | |
| Service cost | 8 347 683 | 598 075 | 250 374 |
| Interest cost | 586 416 | 318 582 | 31 010 |
| Remeasurements | | 509 420 | |
| Past Service (Credit)/Cost | 34 365 387 | | |
| Expected Accounting Contributions during 2020 | 43 299 486 | 1 426 077 | 281 384 |
| Expected Organization Contributions during 2021 | | | |
| Contributions by UNAIDS for Active Staff | 6 106 000 | 1 116 456 | 14 758 |
| Contributions by UNAIDS for Inactives | 693 000 | | |
| Total Expected Contributions for 2021 | 6 799 000 | 1 116 456 | 14 758 |
| Sensitivity Analysis | | | |
| 31 December 2020 Defined Benefit Obligation | | | |
| Current Medical Inflation Assumption Minus 1% | 179 657 719 | | |
| Current Medical Inflation Assumption | 253 583 319 | | |
| Current Medical Inflation Assumption Plus 1% | 355 535 784 | | |
| Current Discount Rate Assumption Minus 1% | 346 132 587 | 13 457 102 | 3 128 844 |
| Current Discount Rate Assumption | 253 583 319 | 12 465 007 | 2 398 499 |
| Current Discount Rate Assumption Plus 1% | 189 383 811 | 11 522 021 | 1 881 192 |

Méthodes et hypothèses actuarielles

Chaque année, le Programme identifie et sélectionne les hypothèses et les méthodes qui seront utilisées par les actuaires lors de l'évaluation de fin d'année afin de déterminer les dépenses et les cotisations requises pour les avantages du personnel du Programme. Les hypothèses actuarielles doivent être divulguées dans les états financiers conformément à la norme IPSAS 39. En outre, chaque hypothèse actuarielle doit être divulguée en termes absolus.

Measurement Date

| | |
|-----------|------------------|
| All plans | 31 December 2020 |
|-----------|------------------|

Discount rate

| Terminal Payments (other than accrued leave) | The discount rate used is 2.1% (decrease from 3% in the prior valuation). Based on the projected benefit payments with weights of 100% on the Aon AA Above Median Curve outside of Switzerland. The resulting discount rate is rounded to the nearest 0.1%. | | | | | | | | | |
|--|--|--------------------|--|--|-------------|-----------|---------------|-----|-----|----|
| After Service Health Insurance | <p>Europe—0.2% (decrease from 1.8% in prior valuation).</p> <p>The Americas—2.7% (decrease from 3.5% in prior valuation).</p> <p>Other Countries—2.7% (decrease from 3.7% in prior valuation).</p> <p>The discount rates are based on the yields on high grade corporate bonds. The yield curve approach is used to reflect the expected cash flows and assumed currency exposure-specific to ASHI.</p> <p>The liability is assumed to be incurred in Swiss Francs, euros and US dollars, based on approximate liability mix for UNAIDS and the following yield curves:</p> <p>Switzerland - SIX - Swiss Exchange curve Euro Zone - iBoxx Euro Zone curve United States - Aon Hewitt AA Bond Universe</p> <p>The discount rates for the 31 December 2020 valuation are based on the currency mix of the after service health claims and not on the geographic locations of the UNAIDS offices. The resulting rates which are rounded to the nearest 0.1% are shown in the table below:</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th colspan="3">% of Rate for 2020</th> </tr> <tr> <th>Switzerland</th> <th>Euro Zone</th> <th>United States</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">80%</td> <td style="text-align: center;">20%</td> <td style="text-align: center;">0%</td> </tr> </tbody> </table> | % of Rate for 2020 | | | Switzerland | Euro Zone | United States | 80% | 20% | 0% |
| % of Rate for 2020 | | | | | | | | | | |
| Switzerland | Euro Zone | United States | | | | | | | | |
| 80% | 20% | 0% | | | | | | | | |
| Special Fund for Compensation | The discount rate used is 1.1% (decrease from 1.6% in the prior valuation). Based on the combined projected benefit payments from the prior valuation with weights of 75% on the Aon Hewitt AA Bond Universe yield curve and 25% on the SIX Swiss Exchange yield curve as of 31 December 2019. The resulting discount rate is rounded to the nearest 0.1%. | | | | | | | | | |

Annual General Inflation

| | |
|--|---|
| Terminal Payments (other than accrued leave) | The weighted-average inflation rate used is 2%. The regional weightings used are 100% on non-Swiss rate. Rounding of the resulting weighted-average inflation rates for each plan to the nearest 0.1%. |
| After Service Health Insurance | <p>Europe—1.4% (no change from prior valuation).</p> <p>The Americas and Other Countries—2.2%. (no change from prior valuation)</p> <p>The inflation rates are based on a weighted average of the United Nations common assumptions (for long-duration plans) of 1.2% Switzerland, 1.8% Euro Zone and 2.2% for the United States as directed by the United Nations System Task Force on Accounting Standards using the same weighted average methodology as the discount rate.</p> |
| Special Fund for Compensation | The weighted-average inflation rate used is 1.5%. The regional weightings used are 75% on non-Swiss rate and 25% on Swiss rate. Rounding of the resulting weighted-average inflation rates for each plan to the nearest 0.1%. |

Annual Salary Scale

| | |
|-----------|---|
| All Plans | Includes merit/promotional increases, plus 3.5% static increases for general inflation, plus productivity growth. |
|-----------|---|

Actuarial Method

| | |
|---|---|
| Repatriation Travel and Removal on Repatriation | Calculated using projected unit credit with service prorate, with an attribution period from the "entry on duty date" to separation. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP) |
| Repatriation Grant, Termination Indemnity, and Grant in Case of Death | Calculated using the projected unit credit method with accrual rate proration. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP) |
| Accrued Leave | The liability is set equal to the walk-away liability as if all staff separated immediately. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP) |
| Abolition of Post, End-of-Service Grant, and Separation by Mutual Agreement | These benefits are considered termination benefits under IPSAS 39 and, therefore, excluded from the valuation. |
| Special Fund for Compensation | Calculated using projected unit credit, with an attribution period from the "entry on duty date" to separation. |
| After- Service Health Insurance | Liabilities are attributed using the projected unit credit method linearly from the "entry on duty date" to the earlier of the full eligibility date (the latest of age 55, 10 years of service, and five years of continuous service) and retirement date. |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'ONUSIDA est une organisation membre participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la « Caisse »), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir au personnel des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et autres prestations connexes. La Caisse est un régime par capitalisation, multi-employeurs, à prestations définies. Comme le précise l'article 3 (b) des Statuts de la Caisse, l'affiliation à la Caisse est ouverte aux institutions spécialisées et à toute autre organisation internationale ou intergouvernementale qui participe au régime commun des traitements, indemnités et autres conditions d'emploi des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés au personnel actuel et ancien d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour attribuer l'obligation, les actifs du régime et les coûts aux organisations individuelles participant à la Caisse. L'ONUSIDA et la Caisse, à l'instar des autres organisations participantes à la Caisse, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle de l'ONUSIDA dans l'obligation au titre des prestations définies, des actifs du régime et des coûts associés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. Par conséquent, l'ONUSIDA a traité ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies, conformément aux exigences de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les contributions de l'ONUSIDA à la Caisse au cours de l'exercice financier sont comptabilisées comme des dépenses dans la déclaration de performances financières.

Les Statuts de la Caisse stipulent que le Comité mixte doit faire procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans par l'Actuaire-conseil. Le Comité mixte a pour pratique d'effectuer une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Le principal objectif de l'évaluation actuarielle est de déterminer si les actifs actuels et futurs estimés de la Caisse seront suffisants pour faire face à ses passifs.

L'obligation financière de l'ONUSIDA à l'égard de la CCPPNU consiste en sa contribution mandatée, au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations membres), ainsi qu'en sa part de tout paiement au titre d'un déficit actuariel en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements compensatoires ne sont dus que si et quand l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué

la disposition de l'article 26, après avoir déterminé qu'il y a lieu de procéder à des paiements compensatoires sur la base d'une évaluation de la suffisance actuarielle de la Caisse des pensions à la date de l'évaluation. Chaque organisation membre contribue à ce déficit d'un montant proportionnel au total des contributions que chacune a versées au cours des trois années précédant la date d'évaluation.

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été réalisée au 31 décembre 2019, et un report des données de participation du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020 sera utilisé par la Caisse pour ses états financiers de 2020.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019 a donné lieu à un taux de financement des actifs actuariels par rapport aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement futur des pensions, de 144,2 % (139,2 % dans l'évaluation de 2017). Le taux de couverture des prestations par les cotisations était de 107,1 % (102,7 % dans l'évaluation de 2017) lorsque le système actuel d'ajustement des pensions était pris en compte.

Après avoir évalué la suffisance actuarielle de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2019, de procéder à des paiements compensatoires en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, étant donné que la valeur actuarielle des actifs dépassait la valeur actuarielle de tous les passifs à payer au titre du régime. En outre, la valeur marchande des actifs dépassait également la valeur actuarielle de tous les passifs à payer à la date de l'évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit pendant l'exercice en cours ou à la suite de la liquidation du régime des pensions de la CCPNU, les paiements compensatoires exigés de chaque organisation affiliée seraient fondés sur la proportion des cotisations de cette organisation par rapport au total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant la date d'évaluation. Le total des cotisations versées à la CCPNU au cours des trois années précédentes (2017, 2018 et 2019) s'est élevé à 7 546,92 millions de dollars, dont 0,79 % a été versé par l'Agence.

Au cours de l'année 2020, les cotisations versées à la CCPNU s'élevaient à 22 millions de dollars (2019 : 20,6 millions de dollars). Les contributions attendues en 2021 s'élèvent à environ 23,5 millions de dollars.

L'affiliation à la Caisse peut prendre fin par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation positive du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de la cessation d'activité sera versée à l'ancienne organisation affiliée au bénéficiaire exclusif de son personnel qui était participant à la Caisse à cette date, conformément à un arrangement mutuellement convenu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est déterminé par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur la base d'une évaluation actuarielle de l'actif et du passif de la Caisse à la date de cessation d'activité ; aucune partie de l'actif qui excède le passif n'est incluse dans le montant.

Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies effectue un audit annuel de la Caisse et en rend compte chaque année au Comité mixte et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés en visitant le site de la Caisse à l'adresse suivante www.unjspf.org.

4.12 Revenus différés

Au 31 décembre 2020, les revenus différés s'élevaient à 24,1 millions de dollars (53,4 millions au 31 décembre 2019). Cela représente des promesses pluriannuelles faites en 2020 pour lesquelles la comptabilisation du revenu a été différée à des périodes financières futures. Sur ce montant, 3,1 millions de dollars représentent des revenus différés non courants pour 2021 et les périodes financières futures.

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|--------------------------|--------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Deferred revenue - current | | |
| Unified Budget, Results and Accountability Framework | 17 010 238 | 26 736 920 |
| Supplementary Funds | 1 843 787 | 3 606 457 |
| Extra-budgetary Funds | 2 153 520 | 2 726 027 |
| Total deferred revenue - current | <u>21 007 545</u> | <u>33 069 404</u> |
| Deferred revenue - non-current | | |
| Unified Budget, Results and Accountability Framework | 3 109 883 | 16 300 410 |
| Supplementary Funds | - | 1 843 787 |
| Extra-budgetary Funds | - | 2 153 520 |
| Total deferred revenue - non-current | <u>3 109 883</u> | <u>20 297 717</u> |
| Total deferred revenue | <u>24 117 428</u> | <u>53 367 121</u> |

4.13 Emprunts à long terme

Lors de sa 12^{ème} réunion en mai 2004, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé la négociation par l'ONUSIDA d'un prêt direct avec la Confédération suisse pour la construction d'un nouveau bâtiment à Genève pour l'ONUSIDA et l'OMS, pour un coût estimé à 66 millions de francs suisses, dont la part de l'ONUSIDA est estimée à 33 millions de francs suisses. En décembre 2003, la Confédération suisse a accepté de fournir un prêt sans intérêt de 59,8 millions de francs suisses, dont la part de l'ONUSIDA est de 29,9 millions de francs suisses. Le remboursement, sur une période de 50 ans, de la part de l'ONUSIDA dans le prêt sans intérêt accordé par la Confédération suisse est effectué par la réaffectation de fonds autrement dépensés pour la location de bureaux, à compter de la première année d'achèvement du bâtiment. Le bâtiment a été achevé en novembre 2006. Le montant sous Bâtiments comprend 25,6 millions de dollars qui représentent la part de 50 % des dépenses engagées par l'ONUSIDA pour le bâtiment jusqu'au 31 décembre 2007.

Le taux des obligations à 30 ans de la Confédération suisse était de -0,356 % en décembre 2020 (-0,16 % pour 2019). Par conséquent, conformément aux principes comptables prudents, l'encours non courant de 23,7 millions de dollars pour le prêt immobilier de l'ONUSIDA n'a pas été actualisé. Sur le montant total de l'encours du prêt, qui s'élève à 24,4 millions de dollars, 0,7 million de dollars sera dû au cours des 12 prochains mois et est présenté comme un passif à court terme, qui est publié séparément.

4.14 Autres passifs courants

Au 31 décembre 2020, 0,15 million de dollars d'autres passifs courants représente des passifs de retraite à payer par l'ONUSIDA pour le compte du personnel temporaire.

4.15 Variations de l'actif net/situation nette

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, l'actif net/situation nette a diminué de 80,9 millions de dollars, dont 78,3 millions de dollars liés aux pertes actuarielles au titre de l'ASHI et du Fonds spécial d'indemnisation qui ont été transférés directement à l'actif net/situation nette

conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel) et 2,6 millions de dollars liés à un déficit en 2020 (contre un déficit de 3,3 millions de dollars en 2019).

Conformément à l'approbation du Conseil de Coordination du Programme de financer la reconstitution annuelle du Fonds de rénovation des bâtiments, le Directeur exécutif a autorisé en 2020 le transfert d'un total de 0,43 million de dollars du solde du fonds vers le Fonds de rénovation des bâtiments. Le Conseil de Coordination du Programme, lors de sa 46^{ème} réunion tenue du 23 au 25 juin 2020, a pris note de la décision du Directeur exécutif.

Les passifs non financés liés au personnel s'élevaient à 119,5 millions de dollars au 31 décembre 2020 (2,1 millions de dollars au 31 décembre 2019), soit une augmentation nette de 117,4 millions de dollars. Sur ce montant, 39,1 millions de dollars sont dus aux mouvements des passifs actuariels de l'ASHI, du Fonds spécial d'indemnisation et du Fonds des paiements terminaux et à une perte actuarielle de 78,3 millions de dollars au titre de l'ASHI et du Fonds spécial d'indemnisation.

4.16 Fonds de réserve d'exploitation

En attendant la réception des contributions de base, la mise en œuvre du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités peut être financée par le Fonds de réserve d'exploitation, qui a été établi par le Conseil de Coordination du Programme en juin 1996. Les règles et procédures régissant l'utilisation du Fonds de réserve d'exploitation par le Directeur exécutif ont été décidées par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa sixième réunion tenue à Genève en mai 1998.

4.17 Fonds de rénovation des bâtiments

Le Fonds de rénovation des bâtiments a été créé par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa 30^{ème} réunion en juin 2012. Ce fonds a été créé pour faire face aux coûts futurs des réparations majeures, des transformations et des investissements dans le bâtiment de l'ONUSIDA.

Le Conseil de Coordination du Programme a par ailleurs approuvé une reconstitution annuelle du Fonds d'un montant équivalent à l'amortissement cumulé du bâtiment de l'ONUSIDA. Conformément à la décision du Conseil de Coordination du Programme, le Fonds de rénovation des bâtiments a été augmenté de 0,43 million de dollars en 2020 (même montant que l'année précédente).

5. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À LA DÉCLARATION DE PERFORMANCES FINANCIÈRES

5.1 Aperçu de la déclaration

La Déclaration de performances financières consolide les revenus et les dépenses de toutes les activités du Programme. La déclaration sépare les activités d'exploitation de celles qui découlent des opérations de financement.

5.2 Revenus

Les contributions volontaires au Programme ont totalisé 267,9 millions de dollars (222,7 millions de dollars pour 2019). Dont 257,8 millions de dollars provenant des gouvernements, 6,4 millions de dollars des Coparrainants de l'ONUSIDA, et un montant net de 3,7 millions de dollars provenant d'autres revenus d'exploitation reçus d'organisations intergouvernementales, d'autres organisations des Nations Unies, d'institutions, ainsi que du secteur privé. (ce chiffre comprend

un montant de 1,8 million de dollars représentant les contributions en service) et des revenus divers de 0,2 million de dollars. Aucun revenu n'a été perçu au titre des opérations de change.

| 2020 | | | | | |
|--|--------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|
| Revenue | UBRAF Core Funds | Supplementary Funds | Extra budgetary Funds | Total 2020 | Total 2019 |
| | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Voluntary contributions | | | | | |
| Governments | 192 079 177 | 56 181 798 | 9 555 235 | 257 816 210 | 217 250 563 |
| Cosponsors | - | 6 281 753 | 61,557 | 6 343 310 | 3 688 171 |
| Others | 34 109 | 3 947 272 | (280 112) | 3 701 269 | 1 798 292 |
| Sub total voluntary contributions | <u>192 113 286</u> | <u>66 410 823</u> | <u>9 336 680</u> | <u>267 860 789</u> | <u>222 737 026</u> |
| Miscellaneous | 227 019 | 13 137 | 1 500 | 241 656 | 453 225 |
| Total revenue | <u>192 340 305</u> | <u>66 423 960</u> | <u>9 338 180</u> | <u>268 102 445</u> | <u>223 190 251</u> |

5.3 Dépenses

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment où les biens ont été livrés ou les services rendus. Les créances représentent un engagement ferme pris ou une obligation pour les biens et les services qui n'ont pas encore été délivrés. Les créances ne figurent pas dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II).

5.3.1 Coûts de personnel

Les coûts de personnel représentent le coût total de l'emploi du personnel sur tous les sites, y compris la rémunération du salaire de base, l'indemnité de poste et tout autre type de droits (par exemple, pension retraite et assurance) payés par le Programme. Les coûts de personnel comprennent également l'augmentation du passif actuariel du régime SHI, qui est comptabilisé comme une dépense dans la Déclaration de performances financières.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Salary cost | 103 229 595 | 97 760 427 |
| Actuarial cost | 37 596 250 | 3 768 692 |
| Other personnel costs | 9 450 963 | 6 327 168 |
| Total staff cost | <u>150 276 808</u> | <u>107 856 288</u> |

5.3.2 Transferts et subventions aux contreparties

Les transferts et les subventions aux contreparties représentent les accords signés avec des entités des Nations Unies, des organisations non gouvernementales à but non lucratif et des institutions universitaires pour réaliser des activités contribuant à atteindre des objectifs spécifiques du Secrétariat de l'ONUSIDA et les transferts aux Coparrainants de l'ONUSIDA pour leur part du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités pour 2020-2021.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Direct financial Cooperation | 3 204 426 | 2 764 884 |
| Letter of Agreements | 75 767 066 | 71 771 132 |
| Total Transfer and grants to counterparts | 78 971 492 | 74 536 016 |

5.3.3 Services contractuels

Les services contractuels représentent les dépenses pour les prestataires de services. Les principales composantes sont les Contrats d'exécution, des contrats de conseil donnés à des individus pour réaliser des activités au nom du programme.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Contractual services | 25 059 913 | 22 703 646 |
| Security expenses | 1 627 505 | 1 862 600 |
| Training | 471 496 | 253 923 |
| Direct implementation and Special service agreements | 95 580 | 81 113 |
| Total Contractual Services | 27 254 494 | 24 901 282 |

5.3.4 Frais de fonctionnement généraux

Les frais de fonctionnement généraux représentent les dépenses liées aux opérations générales de soutien au siège ainsi qu'aux bureaux régionaux et nationaux. Cela comprend les coûts tels que les services publics, les télécommunications et le loyer.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|----------------------------|------------------|------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| General operating expenses | 13 136 679 | 14 682 755 |

5.3.5 Déplacements

Les frais de déplacements du personnel, des participants aux réunions et des consultants payés par l'ONUSIDA sont inclus dans le total des frais de déplacements. Les frais de déplacements comprennent les billets d'avion, les indemnités journalières et les autres frais liés aux déplacements.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|-------------|------------------|------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Travel | 1 509 515 | 7 809 773 |

5.3.6 Équipements, véhicules, meubles

Les équipements, les véhicules et les meubles sont passés en dépenses au moment de leur livraison. Les immobilisations corporelles achetées en 2020 ont été comptabilisées et capitalisées conformément à la norme IPSAS 17.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Equipment, vehicles and furniture | 405 672 | 443 240 |

5.3.7 Amortissement

Les immobilisations corporelles ont été amorties selon la méthode linéaire. L'amortissement est la dépense résultant de la répartition systématique des montants des immobilisations corporelles sur leur durée de vie utile. La durée de vie utile du bâtiment a été estimée à 60 ans. La durée de vie utile du mobilier et des véhicules a été estimée à 5 ans et celle des équipements à 3 ans.

| Description | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--------------|------------------|------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Depreciation | 549 510 | 543 944 |

5.4 Revenus financiers

Le total des intérêts créditeurs s'est élevé à 4,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; les pertes de change nettes réalisées se sont élevées à 0,9 million de dollars ; les pertes de change nettes non réalisées sur la réévaluation des comptes à recevoir et les ajustements du prêt suisse se sont élevées à 1,3 million de dollars et comprennent également des coûts d'intérêts actuariels liés à l'évaluation des paiements terminaux et du Fonds spécial d'indemnisation pour 0,9 million de dollars. Il en résulte un montant total net de revenus financiers de 1,4 million de dollars au 31 décembre 2020 (4,3 millions de dollars au 31 décembre 2019).

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|--|------------------|------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Finance revenue | | |
| Interest | 4 381 397 | 6 012 496 |
| Net realized foreign exchange gains or (losses) | (898 661) | 1 099 683 |
| Actuarial revaluation gains or (losses) on Terminal Payments Funds | - | 101 839 |
| Bank charges and investment management fees | (1 313) | (2 671) |
| Net unrealized foreign exchange gains or (losses) on revaluation | (1 255 764) | (1 136 682) |
| Realised foreign exchange losses on balance sheet hedging | - | (1 367 117) |
| Actuarial interest cost related to valuation of Terminal Payments Fund and Special Fund for Compensation | (859 990) | (447 061) |
| Total net finance revenue | 1 365 668 | 4 260 487 |

6. INFORMATION SECTORIELLE

Tableau complémentaire 1
Déclaration de performances financières par secteurs
Toutes les sources de fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
(en dollars des États-Unis)

| | UBRAF Core Funds | Non-Core Funds | | | | | | | | Sub-total non-core funds | TOTAL |
|--|--------------------|---------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------|--------------------|
| | | UBRAF Supplementary Funds | Extra-budgetary Funds | Terminal Payments | Non-payroll Entitlements | Special Fund for Compensation | Staff Health Insurance | Common Fund | Eliminations | | |
| Revenue | | | | | | | | | | | |
| Voluntary contributions | | | | | | | | | | | |
| Governments | 192 079 177 | 56 181 798 | 9 555 235 | | | | | | | 65 737 033 | 257 816 210 |
| Cosponsoring organizations | - | 6 281 753 | 61 557 | | | | | | | 6 343 310 | 6 343 310 |
| Others | 34 109 | 3 947 272 | (280 112) | | | | | | | 3 667 160 | 3 701 269 |
| Sub-total voluntary contributions | 192 113 286 | 66 410 823 | 9 336 680 | | | | | | | 75 747 503 | 267 860 789 |
| Miscellaneous | 227 019 | 13 137 | 1 500 | | | | | | | 14 637 | 241 656 |
| Total revenue | 192 340 305 | 66 423 960 | 9 338 180 | - | - | - | - | - | - | 75 762 140 | 268 102 445 |
| Programme Support Costs | | | 4 020 455 | | | | | | (4 020 455) | - | - |
| Payroll transfers to accrual funds | | | | 1 472 037 | 8 518 151 | | | | (9 990 188) | - | - |
| Total revenue | 192 340 305 | 66 423 960 | 13 358 635 | 1 472 037 | 8 518 151 | - | - | - | (14 010 643) | 75 762 140 | 268 102 445 |
| Expense | | | | | | | | | | | |
| Staff and other personnel costs | 105 447 931 | 4 215 425 | 3 203 293 | 3 583 861 | 6 220 235 | 250 374 | 37 345 876 | | (9 990 188) | 44 828 876 | 150 276 808 |
| Transfers and grants to counterparts | 53 602 348 | 18 062 224 | 7 306 921 | | | | | | | 25 369 145 | 78 971 493 |
| Contractual services | 8 516 851 | 17 892 623 | 278 806 | | 566 213 | | | | | 18 737 642 | 27 254 494 |
| General operating expenses | 12 202 769 | 933 911 | | | | | | | | 933 911 | 13 136 679 |
| Travel | 936 801 | 394 591 | (3 813) | 181 936 | | | | | | 572 714 | 1 509 515 |
| Equipment, vehicles and furniture | 1 029 036 | 53 873 | | | | | | (677 237) | | (623 364) | 405 672 |
| Programme Support Costs | | 3 423 769 | 596 686 | | | | | | (4 020 455) | - | - |
| Depreciation | | | | | | | | 549 510 | | 549 510 | 549 510 |
| Total expense | 181 735 736 | 44 976 416 | 11 381 893 | 3 765 797 | 6 786 448 | 250 374 | 37 345 876 | (127 727) | (14 010 643) | 90 368 434 | 272 104 170 |
| Financial revenue | 1 718 474 | | | 836 080 | | (31 010) | | (1 157 876) | | (352 806) | 1 365 668 |
| Total Surplus/(Deficit) by fund | 12 323 043 | 21 447 544 | 1 976 742 | (1 457 680) | 1 731 703 | (281 384) | (37 345 876) | (1 030 149) | - | (14 959 099) | (2 636 057) |

Schedule 1 (A)

Reconciliation of total expense incurred in 2020

| 2020 Expense | UBRAF Core Funds | UBRAF | | | | | | | | Sub-total non-core funds | Grand Total |
|--------------|--------------------|---------------------|-----------------------|-------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------|------------------|---------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Supplementary Funds | Extra-budgetary Funds | Terminal Payments | Non-payroll Entitlements | Special Fund for Compensation | Staff Health Insurance | Common Fund | Eliminations | | |
| 2020 Budget | 179 313 405 | 42 993 508 | 11 440 801 | 3 765 797 | 6 767 896 | 250 374 | 37 345 876 | (127 727) | (14 010 643) | 88 425 882 | 267 739 287 |
| 2019 Budget | 2 422 331 | 1 982 908 | (58 908) | | 18 552 | | | | | 1 942 552 | 4 364 883 |
| Total | 181 735 736 | 44 976 416 | 11 381 893 | 3 765 797 | 6 786 448 | 250 374 | 37 345 876 | (127 727) | (14 010 643) | 90 368 434 | 272 104 170 |

7. COMPARAISON ENTRE LE BUDGET ET LE MONTANT RÉEL

Le budget du Programme de l'ONUSIDA est établi sur une base de trésorerie modifiée et est approuvé par le Conseil de Coordination du Programme.

Le budget et les comptes financiers de l'ONUSIDA sont préparés sur deux bases comptables différentes. La Déclaration de situation financière, la Déclaration de performances financières, la Déclaration de changements de l'actif net et la Déclaration de trésorerie sont préparées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que la Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel (Déclaration V) est préparée sur la base d'une trésorerie modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, un rapprochement a été effectué entre les montants réels sur une base comparable tels que présentés dans la Déclaration V et les montants réels dans les comptes financiers en identifiant séparément toute différence de base, de calendrier, de présentation et d'entité.

Différences de base - se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que celle de la comptabilité d'exercice intégrale. Les différences de base comprennent l'amortissement et la capitalisation des actifs et le remboursement du principal du prêt en cours de la Confédération suisse.

Différences de calendrier - se produisent lorsque la période budgétaire diffère de la période de rapport reflétée dans les états financiers.

Différences de présentation - sont dues à des différences dans le format et les régimes de classification adaptés à la présentation de la Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel.

Différences d'entité - comprennent les dépenses au titre des fonds hors budget de base, qui sont financées par d'autres sources et ne sont pas incluses dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités approuvé par le Conseil de Coordination du Programme.

Le rapprochement entre les montants réels sur une base comparable dans la Déclaration de comparaison entre le budget et le montant réel (Déclaration V) et les montants réels dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II) et la Déclaration de trésorerie (Déclaration IV) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 est présenté ci-dessous.

Rapprochement de l'utilisation du budget (Déclaration V) avec la déclaration de trésorerie (Déclaration IV) au 31 décembre 2020

| | Operating | Investing | Financing | Total |
|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Actual amount on budget implementation (Statement V) | (179 363 860) | | | (179 363 860) |
| Basis Difference | (727 852) | (50 615) | 1 687 187 | 908 719 |
| Timing Difference | 4 364 883 | | | 4 364 883 |
| Presentation Difference | 122 046 874 | | | 122 046 874 |
| Entity Difference | 94 209 879 | | | 94 209 879 |
| Actual Amount in Statement of Cash Flow (Statement IV) | 40 529 924 | (50 615) | 1 687 187 | 42 166 495 |

8. DISPENSES ADMINISTRATIVES, MONTANTS MIS EN NON-VALEUR ET PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, il n'y a pas eu de dispenses administratives, de montants mis en non-valeur ou de paiements à titre gracieux.

9. PUBLICATION DES PARTIES LIÉES ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le personnel de gestion clé de l'ONUSIDA se compose de tous les membres du personnel classés au niveau D1 et plus, car ils ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de l'ONUSIDA.

La rémunération globale versée au personnel de gestion clé comprend les salaires, les indemnités, les voyages statutaires et autres droits versés conformément au règlement et au statut du personnel et applicables à l'ensemble du personnel.

Les principaux dirigeants sont membres de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), à laquelle le personnel et l'ONUSIDA cotisent. Ils peuvent également participer au régime d'assurance maladie du personnel, y compris au régime d'assurance médicale après la cessation de service, s'ils remplissent les conditions d'admissibilité.

Au cours de l'année, aucun prêt n'a été accordé au personnel de gestion clé au-delà de ceux disponibles pour le personnel en dehors de ce groupe.

Key Management Personnel

(in US dollars)

| | |
|---|------------------|
| Number of individuals | 23 |
| Compensation and post adjustment | 4 888 515 |
| Entitlements | 557 970 |
| Pension and Health Plans | 1 399 559 |
| Total remuneration 2020 | 6 846 045 |
| Outstanding advances against entitlements | 205 939 |
| Outstanding loans (in addition to normal entitlements if any) | - |

10. ÉVÉNEMENTS APRÈS LA DATE DE LA DÉCLARATION

La date de déclaration du Programme est le 31 décembre 2020. À la date de la certification de ces comptes, aucun événement important, favorable ou défavorable, n'est survenu entre la date du bilan et la date à laquelle les états financiers ont été autorisés à être publiés, qui aurait pu avoir un impact sur ces états.

11. PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Passifs éventuels

Au 31 décembre 2020, huit recours en suspens étaient en instance devant le Comité d'appel mondial (GBA) de l'OMS concernant le personnel de l'ONUSIDA. Les recommandations respectives du Comité d'appel mondial pour une décision du directeur exécutif de l'ONUSIDA sont attendues dans le courant de l'année 2021. En outre, neuf questions relatives au personnel (plaintes) étaient en suspens auprès du Tribunal administratif de l'OIT (TRIBUNAL) et il n'est donc pas possible de les divulguer car la probabilité de remboursement a été jugée faible. Il n'y a pas de cas de litiges contractuels qui doivent être considérés comme des passifs éventuels.

Baux d'exploitation

Le Secrétariat conclut des baux d'exploitation pour l'utilisation des locaux des bureaux nationaux, régionaux et de liaison. Certains des baux d'exploitation contiennent des clauses de renouvellement qui permettent au Secrétariat de prolonger la durée des contrats à la fin de la période initiale de location et des clauses d'indexation qui peuvent augmenter les loyers annuels en fonction de l'augmentation des indices des prix du marché dans les pays respectifs où sont situés les bureaux nationaux, régionaux et de liaison. Les loyers minimums futurs pour les périodes suivantes sont :

| | 31 December 2020 | 31 December 2019 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | (in US dollars) | (in US dollars) |
| Operating leases | | |
| Within one year | 960 622 | 3 033 499 |
| Later than one year but not later than five years | 4 577 638 | 4 542 815 |
| Later than five years | 505 236 | 388 549 |
| Total operating leases | 6 043 496 | 7 964 863 |

Engagements

Au 31 décembre 2020, l'ONUSIDA avait des engagements pour l'acquisition de biens et de services contractés mais non encore livrés pour un montant total de 10,5 millions de dollars.

Les engagements ne sont pas comptabilisés comme des charges dans la Déclaration de performances financières (Déclaration II) sur la base de la norme IPSAS 1, et sur la base du principe de livraison.

Actifs éventuels

Conformément à la norme IPSAS 19, les actifs éventuels seront présentés dans les cas où un événement donnera lieu à une entrée probable d'avantages économiques. Au 31 décembre 2020, il n'y avait pas d'actifs éventuels importants à divulguer.

Tableau complémentaire 2

**Unified Budget, Results and Accountability Framework - details of revenue
for the year ended 31 December 2020**

(in US dollars)

| Revenue | Funds made available towards year 2020 of the Unified Budget, Results and Accountability Framework |
|--|---|
| Voluntary contributions | |
| Governments | |
| Andorra | 35 211 |
| Australia | 3 109 883 |
| Belgium | 3 529 412 |
| Belgium Flanders | 837 054 |
| Canada | 3 819 710 |
| China | 250 000 |
| Denmark | 6 056 935 |
| France | 455 063 |
| Germany | 28 820 695 |
| Ireland | 2 649 007 |
| Japan | 600 000 |
| Liechtenstein | 52 209 |
| Luxembourg | 5 233 220 |
| Monaco | 164 080 |
| Netherlands | 23 557 126 |
| New Zealand | 632 911 |
| Norway | 6 094 464 |
| Poland | 53 203 |
| Portugal | 113 766 |
| Russian Federation | 500 000 |
| Sweden | 31 091 305 |
| Switzerland | 10 080 645 |
| Thailand | 100 000 |
| Turkey | 50 000 |
| United Kingdom of Great Britain & Northern Ireland | 19 193 278 |
| United States of America | 45 000 000 |
| Sub-total Governments | 192 079 177 |
| Other | |
| UNFCU | 18 258 |
| Others | 15 851 |
| Sub-total - Other | 34 109 |
| Miscellaneous | 227 019 |
| Total operating revenue | 192 340 305 |
| Finance revenue | 1 718 474 |
| TOTAL | 194 058 779 |

**Supplementary - details of revenue
for the year ended 31 December 2020**

(US dollars)

| Revenue | Funds made available towards Supplementary funds 2020 |
|--|--|
| Governments | |
| China | 750 000 |
| France | 3 400 |
| Japan | 250 000 |
| Kazakhstan | 50 000 |
| Netherlands | 564 479 |
| Russian Federation | 3 576 666 |
| Switzerland | 29 342 |
| United States of America (CDC) | 7 378 992 |
| United States of America (USAID) | 43 578 919 |
| <i>Sub-total Governments</i> | 56 181 798 |
| Cosponsoring Organizations | |
| ILO | 5 000 |
| UNDP | 1 985 910 |
| UNFPA | 3 507 468 |
| UNICEF | 766 364 |
| WFP | 13 011 |
| WHO | 4 000 |
| <i>Sub-total Cosponsors</i> | 6 281 753 |
| Other | |
| Bill and Melinda Gates Foundation | 1 668 749 |
| Global Fund | 300 000 |
| International Initiative for Impact Evaluation, Inc. (3ie) | 57 311 |
| MPTF Office | 665 958 |
| Oak Foundation | 160 775 |
| Open Society Foundations | 742 574 |
| The Regents of the University of California | 172 090 |
| UNOPS | 446 203 |
| Others | 30 501 |
| Refund to donors | (271 889) |
| Adjustments | (25 000) |
| <i>Sub-total others</i> | 3 947 272 |
| <i>Miscellaneous</i> | 13 137 |
| TOTAL | 66 423 960 |

Tableau complémentaire 4

**Extra-budgetary funds - details of revenue
for the year ended 31 December 2020**
(US dollars)

| Revenue | Funds made available towards Extra-budgetary funds 31 December 2020 | | |
|-----------------------------------|---|----------------------------|-------------------|
| | In Cash | In- Kind and In-service | Total |
| Governments | | | |
| Belguim | | 45 208 | 45 208 |
| Denmark | | 163 500 | 163 500 |
| Finland | | 161 000 | 161 000 |
| France | | 237 000 | 237 000 |
| Germany | | 281 750 | 281 750 |
| Luxembourg | | 161 000 | 161 000 |
| Netherlands | | 456 250 | 456 250 |
| Russian Federation | 2 726 027 | | 2 726 027 |
| Sweden | | 323 500 | 323 500 |
| United States of America (USAID) | 5 000 000 | | 5 000 000 |
| Sub-total | 7 726 027 | 1 829 208 | 9 555 235 |
| Cosponsoring Organizations | | | |
| UNDP | 61 557 | | 61 557 |
| Sub-total | 61 557 | - | 61 557 |
| Other | | | |
| Adjustment | (280 112) | | (280 112) |
| Sub-total others | (280 112) | - | (280 112) |
| Miscellaneous | 1 500 | | 1 500 |
| TOTAL | 7 508 972 | 1 829 208 | 9 338 180 |

PARTIE IV

INFORMATIONS DE GESTION

I. Fonds mis à disposition pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Pour l'exercice concerné, un total de 194,1 millions de dollars de revenus a été mis à la disposition de l'UBRAF. Vingt-six gouvernements ont contribué à 99 % de ce montant. Le 1 % restant est constitué de revenus financiers (principalement des intérêts créditeurs) reçus et répartis au cours de la période concernée, ainsi que de revenus divers, notamment des fonds reçus de contributeurs privés et d'institutions publiques autres que les gouvernements, ainsi que des dons et honoraires divers. Le tableau complémentaire 2 à la page 55 donne le détail de ces revenus.

En outre, des ressources hors budget de base s'élevant à 75,8 millions de dollars ont été mises à la disposition de l'ONUSIDA pour soutenir un certain nombre d'activités mondiales, régionales et nationales qui sont désignées pour des pays ou des objectifs spécifiques. Les détails sur les sources de ces fonds sont détaillés dans les tableaux complémentaires 3 et 4 aux pages 56 et 57.

II. Fonds dépensés pour l'exercice fiscal clos le 31 décembre 2020

Le total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 par rapport au budget de base de l'UBRAF pour 2020-2021 s'est élevé à 179,4 millions de dollars et les dépenses par rapport aux fonds hors budget de base se sont élevées à 52,3 millions de dollars (hors créances).

A. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, des dépenses et des créances (y compris les transferts aux Coparrainants) d'un montant total de 183,3 millions de dollars ont été encourues sur le budget de base de 187 millions de dollars approuvé pour l'UBRAF 2020-2021, ce qui correspond à une exécution financière de 98 %.

Le montant total des fonds dépensés et affectés pour la mise en œuvre des activités prévues dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités se répartit comme suit :

- 47 millions de dollars ont été transférés aux Coparrainants et
- 132,4 millions de dollars ont été dépensés et 4 millions ont été affectés au Secrétariat et aux charges de personnel.

Le Tableau 4 fournit des détails sur le budget de base approuvé, les dépenses et les créances de l'UBRAF 2020-2021 pour l'année 2020, ventilés par domaines de résultat et fonctions de base du Secrétariat pour l'exercice biennal 2020-2021.

Tableau 4

Budget de base approuvé, dépenses et créances du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2020-2021 pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
(en dollars des États-Unis)

| | 2020-2021 Approved core budget | 2020 Expense | Encumbrances ^{a/} | Total | Balance | Percentage implementation | |
|---------------------------|--|--------------------|----------------------------|------------------|--------------------|------------------------------|--------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) = (b + c) | (e) = (a - d) | (f) = (d / a) | |
| I. Result Areas | | | | | | | |
| 1 | HIV testing and treatment | 28 259 200 | 14 144 150 | 14 144 150 | 14 115 050 | 50.1% | |
| 2 | Elimination of Mother To Child Transmission | 4 554 200 | 2 223 000 | 2 223 000 | 2 331 200 | 48.8% | |
| 3 | HIV prevention among young people | 14 407 000 | 7 021 950 | 7 021 950 | 7 385 050 | 48.7% | |
| 4 | HIV prevention among key populations | 16 468 800 | 8 533 550 | 8 533 550 | 7 935 250 | 51.8% | |
| 5 | Gender inequality and GBV | 7 054 000 | 3 572 200 | 3 572 200 | 3 481 800 | 50.6% | |
| 6 | Human rights, stigma and discrimination | 10 176 000 | 4 851 950 | 4 851 950 | 5 324 050 | 47.7% | |
| 7 | Investment and efficiency | 5 252 400 | 2 670 250 | 2 670 250 | 2 582 150 | 50.8% | |
| 8 | HIV and health services integration | 7 828 400 | 3 982 950 | 3 982 950 | 3 845 450 | 50.9% | |
| Total Cosponsors | | 94 000 000 | 47 000 000 | - | 47 000 000 | 47 000 000 | 50.0% |
| II. Core Functions | | | | | | | |
| 1 | Leadership, advocacy and communication | 64 298 000 | 30 954 121 | 902 325 | 31 856 446 | 32 441 554 | 49.5% |
| 2 | Partnerships, mobilization and innovation | 55 131 000 | 26 188 638 | 849 398 | 27 038 036 | 28 092 964 | 49.0% |
| 3 | Strategic information | 39 985 000 | 18 100 609 | 360 503 | 18 461 112 | 21 523 888 | 46.2% |
| 4 | Coordination, convening & country implementation support | 64 282 000 | 30 788 961 | 1 004 323 | 31 793 284 | 32 488 716 | 49.5% |
| 5 | Governance and mutual accountability | 56 304 000 | 26 331 531 | 834 052 | 27 165 583 | 29 138 417 | 48.2% |
| Total Secretariat | | 280 000 000 | 132 363 860 | 3 950 601 | 136 314 461 | 143 685 539 | 48.7% |
| Grand Total | | 374 000 000 | 179 363 860 | 3 950 601 | 183 314 461 | 190 685 539 | 49.0% |

^{a/} Encumbrances representing firm commitment for good and/or services which have not yet been delivered

i) Fonds virés aux Coparrainants

En 2020, un montant total de 47 millions de dollars a été transféré aux Coparrainants. Cela représente 100 % de la part des Coparrainants pour l'année 2020 du budget de base de l'exercice biennal 2020-2021. Un montant de 2 millions de dollars a été viré à chacun des Coparrainants pour couvrir leurs activités de base et un montant supplémentaire de 25 millions de dollars leur a été viré au niveau des pays sous la forme d'enveloppes nationales.

La modalité de financement par enveloppe nationale a été introduite pour la première fois au cours de l'exercice 2018-2019 après l'approbation du modèle opérationnel affiné du Programme commun de l'ONUSIDA par le Conseil de Coordination du Programme (CCP) lors de sa 40ème réunion en juin 2017.

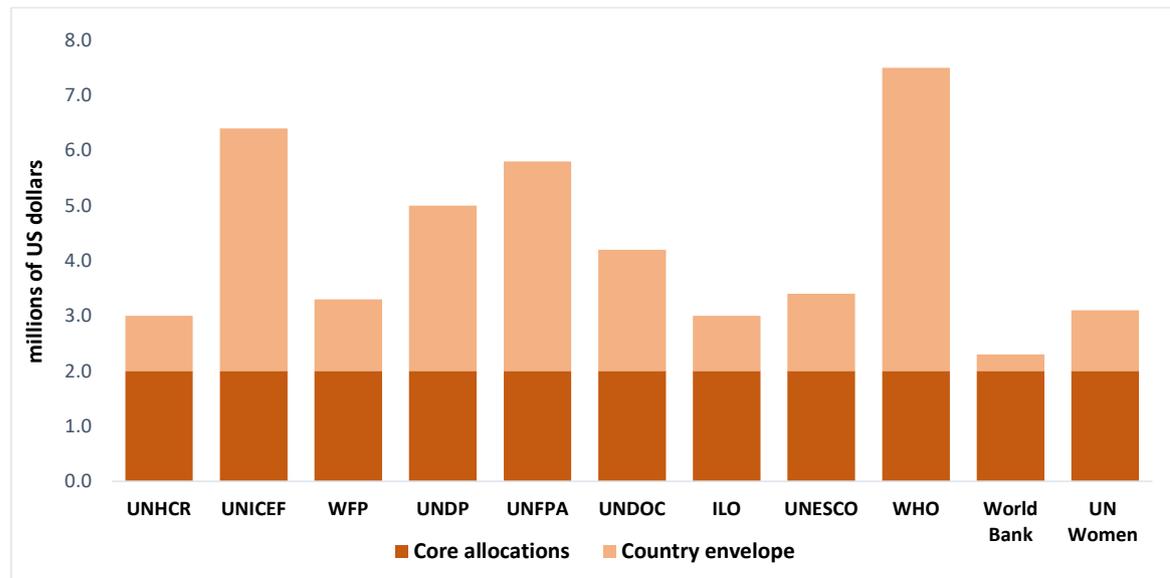
Cette nouvelle approche sert trois objectifs généraux : déployer des ressources humaines et financières là où elles sont le plus indispensables, redynamiser la collaboration à l'échelle nationale, et renforcer la redevabilité et privilégier davantage l'obtention de résultats au bénéfice des personnes.

Les enveloppes nationales ont été établies pour soixante et onze pays par le biais d'un processus qui a impliqué l'engagement des Coparrainants à tous les niveaux afin de parvenir

à un consensus sur la formule, le processus, les résultats attendus et les allocations. (Le tableau 8 des pages 66 à 67 fournit des détails sur les fonds transférés aux Coparrainants au niveau national).

L'illustration 4 illustre le nouveau modèle d'allocation des ressources dynamique et différencié, et fournit des informations sur le pourcentage des fonds virés à chaque Coparrainant).

Graphique 4
Fonds transférés aux Coparrainants en 2020



ii) Fonds dépensés et affectés au titre du budget du Secrétariat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, un montant total de 132,6 millions de dollars a été dépensé et 4 millions de dollars ont été affectés aux activités du Secrétariat et aux coûts de personnel par rapport au budget de base 2020 du Secrétariat de 140 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution financière de 97,4 % de la partie Secrétariat du budget de base 2020.

Le Tableau 4 fournit des détails sur le budget de base approuvé, les dépenses et les créances de l'UBRAF 2020-2021, ventilés par domaines de résultat et fonctions de base du Secrétariat pour l'exercice biennal 2020-2021.

B. Dépenses engagées sur les fonds hors budget de base

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, un montant total de 56,3 millions de dollars a été dépensé par le Secrétariat sur les fonds hors budget de base (45 millions de dollars ont été dépensés sur les fonds supplémentaires et 11,3 millions de dollars ont été dépensés sur les fonds extrabudgétaires). En plus de ce qui précède, 5,9 millions de dollars et 0,6 million de dollars ont été affectés à des fonds supplémentaires et extrabudgétaires, respectivement, comme indiqué dans les tableaux 5 et 6 des pages 62 et 63.

C. Dépenses nationales et régionales par rapport à toutes les sources de fonds

Comme l'a recommandé le CCP lors de sa 22^{ème} réunion, qui s'est tenue à Chiang Mai, en Thaïlande, du 23 au 25 avril 2008, le rapport figurant au tableau 7, aux pages 64 et 65,

présente une ventilation des dépenses et des créances du Secrétariat par pays et par région, tant pour l'UBRAF que pour les fonds hors budget de base. Les dépenses par pays et par région se sont élevées à 87,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. En plus de la dépense ci-dessus, un total de 5,2 millions de dollars a été grevé au cours de la même période, ce qui totalise 92,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Tableau 5
Fonds supplémentaires
Fonds disponibles, dépenses et créances par source de revenu
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (en dollars des États-Unis)

| Source of revenue | 2019 carry-over | Funds made available in 2020 | Total available funds | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total |
|--|--------------------|------------------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
| | (a) | (b) | (c) = (a+b) | (d) | (e) | (f) = (d + e) |
| Voluntary contributions and other revenue | | | | | | |
| Australia | 368 826 | | 368 826 | 218 314 | 83 302 | 301 616 |
| China | 2 784 619 | 750 000 | 3 534 619 | | | - |
| France | | 3 400 | 3 400 | | 3 177 | 3 177 |
| Germany | 4 400 | | 4 400 | | | - |
| Italy | 122 553 | | 122 553 | 108 764 | | 108 764 |
| Ireland | 702 900 | | 702 900 | 324 071 | 40 449 | 364 520 |
| Japan | 116 249 | 250 000 | 366 249 | 198 622 | 129 938 | 328 560 |
| Kazakhstan | | 50 000 | 50 000 | | | - |
| Netherlands | 532 329 | 564 479 | 1 096 808 | 225 308 | 86 750 | 312 058 |
| Russian Federation | 879 650 | 3 576 666 | 4 456 316 | 3 394 371 | 279 499 | 3 673 870 |
| Sweden | 151 244 | | 151 244 | | | - |
| Switzerland | 89 018 | 29 342 | 118 360 | 997 | | 997 |
| United States of America (CDC) | 1 910 302 | 7 378 992 | 9 289 294 | 3 021 504 | 1 115 488 | 4 136 992 |
| United States of America (USAID) | 12 342 975 | 43 578 919 | 55 921 894 | 29 753 173 | 3 030 356 | 32 783 529 |
| Asian Development Bank | 228 252 | | 228 252 | 158 998 | | 158 998 |
| Bill & Melinda Gates Foundation | 1 721 115 | 1 668 749 | 3 389 864 | 1 108 316 | 218 927 | 1 327 243 |
| Children's Investment Fund Foundation (CIFF) | 162 913 | | 162 913 | 143 916 | 15 700 | 159 616 |
| China Social Assistance Foundation (CSAF) | 8 468 | | 8 468 | 7 072 | | 7 072 |
| Ford Foundation | 100 493 | | 100 493 | 100 127 | | 100 127 |
| Global Fund | 27 517 | 300 000 | 327 517 | 84 795 | | 84 795 |
| International Initiative for Impact Evaluation, Inc. (3ie) | | 57 311 | 57 311 | | | - |
| MDTF Office | 1 618 937 | 665 958 | 2 284 895 | 1 272 880 | 141 995 | 1 414 875 |
| M.A.C. AIDS Fund | 880 793 | | 880 793 | | | - |
| Oak Foundation | | 160 775 | 160 775 | | | - |
| OFID | 133 969 | | 133 969 | | | - |
| Open Society Foundations | | 742 574 | 742 574 | 403 024 | 4 216 | 407 240 |
| The Regents of the University of California | | 172 090 | 172 090 | 32 529 | | 32 529 |
| ILO | | 5 000 | 5 000 | 5 000 | | 5 000 |
| WHO | 69 099 | 4 000 | 73 099 | 143 565 | 3 737 | 147 302 |
| WFP | 498 000 | 13 011 | 511 011 | 3 253 | | 3 253 |
| UNDP | 45 956 | 1 985 910 | 2 031 866 | 858 439 | 17 777 | 876 216 |
| UNHCR | 16 179 | | 16 179 | 6 089 | | 6 089 |
| UNICEF | 152 610 | 766 364 | 918 974 | 383 928 | 197 429 | 581 357 |
| UNFPA | 2 130 021 | 3 507 468 | 5 637 489 | 2 367 743 | 497 023 | 2 864 766 |
| UNCERF | 31 361 | | 31 361 | 26 453 | | 26 453 |
| UNOPS | 476 706 | 446 203 | 922 909 | 532 213 | 22 751 | 554 964 |
| UNDESA | 166 304 | | 166 304 | 37 505 | | 37 505 |
| Miscellaneous | 53 643 | 43 638 | 97 281 | 55 447 | 32 803 | 88 250 |
| Interest and other | (357 597) | (25 000) | (382 597) | | | - |
| Refund to donors | (480 533) | (271 889) | (752 422) | | | - |
| Total | 27 689 271 | 66 423 960 | 94 113 231 | 44 976 416 | 5 921 317 | 50 897 733 |

^{a/} Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 6

Fonds extrabudgétaires

Résumé des fonds disponibles, des dépenses et des créances par source de revenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

(en dollars des États-Unis)

| Source of revenue | 2019 | Funds made | Total | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
| | carry-over | available in | available | | | |
| | (a) | (b) | (c) = (a+b) | (d) | (e) | (f) = (d + e) |
| Voluntary contributions and other revenue | | | | | | |
| Belgium | 179 354 | 45 208 | 224 562 | 45 208 | | 45 208 |
| Denmark | | 163 500 | 163 500 | 163 500 | | 163 500 |
| Finland | | 161 000 | 161 000 | 161 000 | | 161 000 |
| France | | 237 000 | 237 000 | 237 000 | | 237 000 |
| Germany | 218 601 | 281 750 | 500 351 | 281 750 | | 281 750 |
| Japan | 300 000 | | 300 000 | | | - |
| Luxembourg | 27 341 | 161 000 | 188 341 | 161 000 | | 161 000 |
| Netherlands | 379 910 | 456 250 | 836 160 | 456 250 | | 456 250 |
| Norway | 294 945 | | 294 945 | | | - |
| Russian Federation | 139 183 | 2 726 027 | 2 865 210 | 2 760 483 | | 2 760 483 |
| Sweden | | 323 500 | 323 500 | 323 500 | | 323 500 |
| United States of America (CDC) | 99 341 | | 99 341 | | | - |
| United States of America (USAID) | 289 928 | 5 000 000 | 5 289 928 | 5 000 000 | 69 444 | 5 069 444 |
| European Commission | 203 761 | | 203 761 | | | - |
| UNDP | 286 692 | 61 557 | 348 249 | | | - |
| UNWTO ST-EP Foundation | 25 000 | | 25 000 | | | - |
| WHO | 528 927 | | 528 927 | | | - |
| Miscellaneous and other | 4 620 718 | 1 500 | 4 622 218 | | | - |
| Programme support costs and other | 10 278 028 | 3 740 343 | 14 018 371 | 1 792 202 | 546 244 | 2 338 446 |
| Total | 17 871 729 | 13 358 635 | 31 230 364 | 11 381 893 | 615 688 | 11 997 581 |

a/ Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 7

Dépenses et créances des pays et régions par rapport à toutes les sources de fonds pour l'exercice fiscal clos le 31 décembre 2020
(en dollars des États-Unis)

| Region | Countries | Unified Budget, Results and Accountability Framework | | | Non-core Funds | | | Total | | |
|------------------------------------|--|--|---------------------------|-------------------|------------------|---------------------------|------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
| | | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total |
| Asia and Pacific | Regional Support Team, Asia and Pacific | 3 777 416 | 100 134 | 3 877 550 | 404 527 | 83 686 | 488 214 | 4 181 943 | 183 821 | 4 365 763 |
| | Bangladesh | 170 711 | 13 260 | 183 971 | 17 887 | 1 445 | 19 332 | 188 598 | 14 705 | 203 303 |
| | Cambodia | 689 256 | 4 904 | 694 160 | | | | 689 256 | 4 904 | 694 160 |
| | China | 1 403 929 | 35 683 | 1 439 612 | 19 548 | 23 383 | 42 931 | 1 423 476 | 59 066 | 1 482 542 |
| | Fiji | 190 196 | 15 142 | 205 338 | | | | 190 196 | 15 142 | 205 338 |
| | India | 918 801 | 20 138 | 938 940 | 170 899 | 16 385 | 187 284 | 1 089 700 | 36 523 | 1 126 224 |
| | Indonesia | 594 049 | 8 119 | 602 169 | 265 744 | 19 652 | 285 396 | 859 793 | 27 771 | 887 565 |
| | Lao People's Democratic Republic | 124 167 | 4 862 | 129 029 | 67 040 | 26 993 | 94 033 | 191 207 | 31 855 | 223 062 |
| | Myanmar | 658 117 | 12 385 | 670 502 | 5 993 870 | 269 927 | 6 263 797 | 6 651 987 | 282 312 | 6 934 299 |
| | Nepal | 334 010 | 15 762 | 349 773 | | | | 334 010 | 15 762 | 349 773 |
| | Pakistan | 698 140 | 20 121 | 718 261 | 38 121 | | 38 121 | 736 261 | 20 121 | 756 382 |
| | Papua New Guinea | 780 914 | 62 681 | 843 595 | | | | 780 914 | 62 681 | 843 595 |
| | Philippines | 245 392 | 50 105 | 295 498 | 1 885 | | 1 885 | 247 277 | 50 105 | 297 382 |
| Thailand | 420 072 | 23 071 | 443 143 | 24 926 | 2 486 | 27 412 | 444 998 | 25 557 | 470 555 | |
| Viet Nam | 434 190 | 7 650 | 441 840 | 66 605 | 32 950 | 99 554 | 500 795 | 40 599 | 541 394 | |
| Total Asia and Pacific | | 11 439 360 | 394 020 | 11 833 379 | 7 071 051 | 476 906 | 7 547 958 | 18 510 411 | 870 926 | 19 381 337 |
| East and South Africa | Regional Support Team, East and South Africa | 2 443 072 | 31 828 | 2 474 901 | 1 330 050 | 251 067 | 1 581 117 | 3 773 123 | 282 895 | 4 056 018 |
| | Angola | 1 234 985 | 19 918 | 1 254 903 | | | | 1 234 985 | 19 918 | 1 254 903 |
| | Botswana | 512 513 | 3 634 | 516 147 | | | | 512 513 | 3 634 | 516 147 |
| | Eritrea | 259 087 | 9 563 | 268 651 | | | | 259 087 | 9 563 | 268 651 |
| | eSwatini | 690 885 | 44 168 | 735 053 | | | | 690 885 | 44 168 | 735 053 |
| | Ethiopia | 1 164 502 | 19 744 | 1 184 246 | 100 708 | | 100 708 | 1 265 210 | 19 744 | 1 284 954 |
| | Kenya | 1 498 390 | 26 813 | 1 525 203 | 157 197 | 68 086 | 225 283 | 1 655 587 | 94 899 | 1 750 486 |
| | Lesotho | 649 722 | 920 | 650 641 | 102 738 | 15 532 | 118 269 | 752 459 | 16 451 | 768 910 |
| | Madagascar (covering Seychelles, Comores, Mauritius) | 545 911 | 23 958 | 569 869 | | | | 545 911 | 23 958 | 569 869 |
| | Malawi | 841 234 | 41 465 | 882 699 | 583 548 | 436 511 | 1 020 059 | 1 424 782 | 477 976 | 1 902 758 |
| | Mozambique | 1 065 675 | 42 714 | 1 108 389 | 428 944 | 77 288 | 506 231 | 1 494 619 | 120 002 | 1 614 620 |
| | Namibia | 834 407 | 29 155 | 863 562 | 253 790 | 263 541 | 517 331 | 1 088 197 | 292 696 | 1 380 893 |
| | Rwanda | 617 258 | 38 475 | 655 733 | 62 317 | 4 890 | 67 207 | 679 575 | 43 364 | 722 940 |
| | South Africa | 1 951 379 | 47 456 | 1 998 835 | 1 680 824 | 267 404 | 1 948 228 | 3 632 203 | 314 860 | 3 947 063 |
| | South Sudan | 1 028 629 | 14 141 | 1 042 770 | | | | 1 028 629 | 14 141 | 1 042 770 |
| | Tanzania, United Republic of | 1 735 930 | 18 906 | 1 754 836 | 402 777 | 39 682 | 442 460 | 2 138 708 | 58 588 | 2 197 296 |
| | Uganda | 1 066 864 | 29 721 | 1 096 586 | 992 072 | 87 225 | 1 079 297 | 2 058 936 | 116 946 | 2 175 882 |
| Zambia | 1 097 057 | 50 136 | 1 147 192 | 191 504 | 100 012 | 291 515 | 1 288 561 | 150 147 | 1 438 708 | |
| Zimbabwe | 1 249 137 | 37 640 | 1 286 777 | 143 021 | 122 399 | 265 420 | 1 392 158 | 160 039 | 1 552 197 | |
| Total East and South Africa | | 20 486 638 | 530 354 | 21 016 992 | 6 429 490 | 1 733 636 | 8 163 126 | 26 916 128 | 2 263 990 | 29 180 118 |
| Europe | Regional Support Team, Europe | 2 004 118 | 29 207 | 2 033 325 | 5 548 242 | 279 499 | 5 827 741 | 7 552 360 | 308 706 | 7 861 066 |
| | Armenia | | | | 41 112 | | 41 112 | 41 112 | | 41 112 |
| | Belarus | 111 171 | 6 452 | 117 623 | 24 232 | | 24 232 | 135 404 | 6 452 | 141 856 |
| | Kazakhstan | 478 276 | | 478 276 | | | | 478 276 | | 478 276 |
| | Kyrgyzstan | 77 446 | 2 293 | 79 739 | 24 646 | | 24 646 | 102 092 | 2 293 | 104 386 |
| | Moldova, Republic of | 101 603 | | 101 603 | 148 369 | 33 000 | 181 369 | 249 972 | 33 000 | 282 972 |
| | Tajikistan | 34 162 | 991 | 35 152 | 15 935 | | 15 935 | 50 097 | 991 | 51 088 |
| | Ukraine | 983 306 | 17 774 | 1 001 080 | 93 634 | 770 | 94 404 | 1 076 940 | 18 544 | 1 095 484 |
| | Uzbekistan | | | | 18 555 | | 18 555 | 18 555 | | 18 555 |
| Total Europe | | 3 790 082 | 56 717 | 3 846 799 | 5 914 726 | 313 269 | 6 227 995 | 9 704 808 | 369 986 | 10 074 794 |

^{a/} Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 7 (suite)

| Region | Countries | Unified Budget, Results and Accountability Framework | | | Non-core Funds | | | Total | | |
|---|---|--|---------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
| | | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total | Expense | Encumbrance ^{a/} | Total |
| Latin America and Caribbean | Regional Support Team, Latin America and Caribbean | 2 102 554 | 139 396 | 2 241 950 | 47 937 | 32 641 | 80 578 | 2 150 491 | 172 037 | 2 322 528 |
| | Argentina | 706 572 | 22 445 | 729 017 | 3 125 | 625 | 3 750 | 709 697 | 23 070 | 732 767 |
| | Brazil | 553 675 | 40 470 | 594 145 | 7 566 | | 7 566 | 561 241 | 40 470 | 601 711 |
| | Dominican Republic | 369 440 | 18 118 | 387 557 | 169 407 | 49 323 | 218 730 | 538 847 | 67 441 | 606 288 |
| | El Salvador | 159 966 | 2 595 | 162 560 | | | | 159 966 | 2 595 | 162 560 |
| | Guatemala | 601 273 | 10 201 | 611 474 | | | | 601 273 | 10 201 | 611 474 |
| | Guyana | 607 317 | 8 810 | 616 128 | | | | 607 317 | 8 810 | 616 128 |
| | Haiti | 736 244 | 19 037 | 755 281 | 270 458 | 18 097 | 288 555 | 1 006 702 | 37 134 | 1 043 836 |
| | Honduras | 1 000 | | 1 000 | | | | 1 000 | | 1 000 |
| | Jamaica | 697 306 | 15 685 | 712 991 | 86 072 | 7 401 | 93 473 | 783 378 | 23 087 | 806 464 |
| | Peru | 593 296 | 14 519 | 607 815 | 5 240 | | 5 240 | 598 536 | 14 519 | 613 055 |
| Venezuela | 269 958 | 7 679 | 277 637 | 84 795 | | 84 795 | 354 753 | 7 679 | 362 432 | |
| Total Latin America and Caribbean | | 7 398 600 | 298 956 | 7 697 556 | 674 599 | 108 088 | 782 688 | 8 073 200 | 407 044 | 8 480 244 |
| Middle East & North Africa | Regional Support Team, Middle East and North Africa | 1 066 779 | 69 999 | 1 136 779 | | | | 1 066 779 | 69 999 | 1 136 779 |
| | Algeria | 239 697 | 7 701 | 247 398 | | | | 239 697 | 7 701 | 247 398 |
| | Djibouti | 166 549 | 6 160 | 172 709 | | | | 166 549 | 6 160 | 172 709 |
| | Egypt | 122 500 | 17 930 | 140 430 | 208 618 | 86 750 | 295 369 | 331 118 | 104 681 | 435 799 |
| | Iran | 314 057 | 27 651 | 341 708 | 288 969 | 181 308 | 470 277 | 603 026 | 208 959 | 811 985 |
| | Morocco | 532 119 | 7 179 | 539 298 | 7 059 | | 7 059 | 539 178 | 7 179 | 546 357 |
| | Sudan | 220 915 | 14 756 | 235 672 | | | | 220 915 | 14 756 | 235 672 |
| | Tunisia | 75 669 | 8 549 | 84 218 | | | | 75 669 | 8 549 | 84 218 |
| Total Middle East and North Africa | | 2 738 285 | 159 926 | 2 898 211 | 504 646 | 268 059 | 772 705 | 3 242 932 | 427 984 | 3 670 916 |
| West and Central Africa | Regional Support Team, West and Central Africa | 2 871 009 | 70 277 | 2 941 285 | 263 333 | | 263 333 | 3 134 342 | 70 277 | 3 204 618 |
| | Benin | 553 698 | 7 388 | 561 086 | 21 131 | 109 | 21 240 | 574 829 | 7 497 | 582 326 |
| | Burkina Faso | 838 833 | 12 317 | 851 150 | | | | 838 833 | 12 317 | 851 150 |
| | Burundi | 471 443 | 13 970 | 485 413 | | | | 471 443 | 13 970 | 485 413 |
| | Cameroon | 1 145 174 | 57 617 | 1 202 791 | 19 916 | | 19 916 | 1 165 090 | 57 617 | 1 222 707 |
| | Central African Republic | 912 105 | 30 969 | 943 073 | 156 143 | 16 604 | 172 747 | 1 068 248 | 47 573 | 1 115 821 |
| | Chad | 701 538 | 22 737 | 724 274 | | | | 701 538 | 22 737 | 724 274 |
| | Congo | 483 286 | 24 037 | 507 324 | | | | 483 286 | 24 037 | 507 324 |
| | Côte d'Ivoire | 1 010 082 | 69 693 | 1 079 775 | 453 685 | 34 387 | 488 072 | 1 463 767 | 104 079 | 1 567 846 |
| | Democratic Republic of Congo | 1 856 285 | 130 514 | 1 986 800 | 136 663 | 1 516 | 138 180 | 1 992 949 | 132 031 | 2 124 979 |
| | Equatorial Guinea | 281 695 | 5 686 | 287 380 | | | | 281 695 | 5 686 | 287 380 |
| | Gabon | 498 738 | 14 351 | 513 089 | 108 667 | 33 500 | 142 166 | 607 404 | 47 851 | 655 255 |
| | Gambia | 94 216 | 3 916 | 98 132 | | | | 94 216 | 3 916 | 98 132 |
| | Ghana | 783 479 | 34 797 | 818 277 | 46 646 | 15 443 | 62 090 | 830 125 | 50 241 | 880 366 |
| | Guinea | 467 586 | 43 928 | 511 514 | | | | 467 586 | 43 928 | 511 514 |
| | Liberia | 452 066 | 10 243 | 462 309 | | | | 452 066 | 10 243 | 462 309 |
| | Mali | 917 186 | 39 159 | 956 345 | 112 917 | | 112 917 | 1 030 103 | 39 159 | 1 069 262 |
| | Mauritania | 170 579 | 11 531 | 182 110 | | | | 170 579 | 11 531 | 182 110 |
| | Niger | 575 014 | 5 760 | 580 774 | 22 578 | 2 475 | 25 053 | 597 592 | 8 235 | 605 827 |
| | Nigeria | 2 679 545 | 99 261 | 2 778 807 | 868 950 | 32 001 | 900 951 | 3 548 495 | 131 262 | 3 679 758 |
| Senegal | 202 102 | 4 396 | 206 498 | | | | 202 102 | 4 396 | 206 498 | |
| Sierra Leone | 471 417 | 11 295 | 482 713 | 13 829 | | 13 829 | 485 246 | 11 295 | 496 542 | |
| Togo | 555 971 | 42 690 | 598 661 | 25 368 | | 25 368 | 581 338 | 42 690 | 624 029 | |
| Total West & Central Africa | | 18 993 047 | 766 533 | 19 759 580 | 2 249 826 | 136 035 | 2 385 861 | 21 242 872 | 902 568 | 22 145 441 |
| Grand Total | | 64 846 012 | 2 206 506 | 67 052 518 | 22 844 338 | 3 035 993 | 25 880 331 | 87 690 350 | 5 242 499 | 92 932 849 |

^{a/} Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 8
Enveloppe nationale 2020 : Détails des fonds virés aux Coparrainants au niveau national
(en dollars des États-Unis)

| Region | Country | UNHCR | UNICEF | WFP | UNDP | UNFPA | UNODC | ILO | UNESCO | WHO | World Bank | UN Women | Total |
|------------------------------------|-----------------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Asia and Pacific | Bangladesh | | 50 000 | | | 57 500 | 50 000 | | | | | | 157 500 |
| | Cambodia | | | | 21 600 | 41 000 | 37 400 | | | 32 700 | | 17 300 | 150 000 |
| | China | | | | | 60 500 | | 70 600 | | 144 300 | | 64 600 | 340 000 |
| | Fiji | | | | | | | | | 54 000 | | | 54 000 |
| | India | | 150 000 | | 245 400 | 139 800 | 133 600 | 119 300 | 120 900 | 150 000 | | | 1 059 000 |
| | Indonesia | 27 400 | 88 900 | | 32 700 | 73 200 | 125 900 | 68 500 | | | | 59 400 | 476 000 |
| | Laos | | | | | | | | | 22 000 | | | 22 000 |
| | Malaysia | 50 000 | | | 50 000 | | | | | 50 000 | | | 150 000 |
| | Myanmar | | 57 200 | 57 300 | | 50 200 | 57 300 | | 35 000 | 30 000 | | | 287 000 |
| | Pakistan | 31 000 | | | 31 000 | | 100 000 | | | 25 000 | 100 000 | | 287 000 |
| | Papua New Guinea | | 49 200 | | | | 38 000 | | | 72 800 | | 40 000 | 200 000 |
| | Philippines | | 92 200 | | | 90 800 | 106 800 | 143 200 | | | 184 000 | | 617 000 |
| | Thailand | | 80 000 | | | 35 000 | 30 000 | 65 000 | | 20 000 | | | 230 000 |
| Viet Nam | | 48 200 | | | | | 109 700 | | | 136 600 | | 76 000 | 370 500 |
| Total Asia and Pacific | | 108 400 | 615 700 | 57 300 | 506 500 | 597 000 | 822 100 | 258 400 | 200 900 | 976 400 | 0 | 257 300 | 4 400 000 |
| Europe | Belarus | | 43 500 | | 51 200 | 45 700 | 42 000 | | | 32 600 | | | 215 000 |
| | Georgia | | | | 30 000 | 40 000 | | | | | | | 70 000 |
| | Kazakhstan | | 39 600 | | 27 000 | 43 200 | 72 500 | | 24 700 | | | | 207 000 |
| | Kyrgyzstan | | 23 500 | | 27 000 | 27 000 | 86 600 | | 24 900 | | | 23 000 | 212 000 |
| | Moldova, Republic of | | 56 300 | | 30 000 | 59 000 | 32 700 | | | 28 000 | | | 206 000 |
| | Tajikistan | | 28 000 | | 84 000 | 10 800 | 24 700 | | | 29 500 | | 21 000 | 198 000 |
| | Ukraine | 30 000 | 50 300 | | 88 000 | 48 600 | 80 500 | 20 000 | | 49 600 | | | 367 000 |
| | Uzbekistan | | 75 800 | | | 10 800 | 47 000 | | | 91 400 | | | 225 000 |
| Total Europe | | 30 000 | 317 000 | 0 | 337 200 | 285 100 | 386 000 | 20 000 | 49 600 | 231 100 | 0 | 44 000 | 1 700 000 |
| East and South Africa | Angola | 33 200 | 63 500 | | 139 600 | 73 200 | | | | 59 900 | | | 369 400 |
| | Botswana | | | | | 169 500 | | | 30 000 | 50 500 | | 50 000 | 300 000 |
| | Ethiopia | 59 800 | | 20 700 | | 36 300 | 27 000 | | 14 900 | 200 000 | | 41 300 | 400 000 |
| | Kenya | 64 200 | 64 200 | 67 400 | 70 800 | 64 600 | 64 200 | 73 800 | 69 400 | | 61 400 | | 600 000 |
| | Lesotho | | 128 200 | 70 000 | 32 600 | 55 100 | | | 36 900 | 107 200 | | | 430 000 |
| | Madagascar | | 45 500 | 16 000 | 48 400 | 26 800 | | 21 400 | 19 800 | 42 100 | | | 220 000 |
| | Malawi | 97 500 | 58 900 | 56 000 | 59 700 | | 25 000 | | 19 900 | 60 000 | 13 100 | 59 900 | 450 000 |
| | Mozambique | | 212 300 | 100 000 | 220 700 | 100 000 | 70 000 | 94 200 | 80 000 | 235 800 | | 80 000 | 1 193 000 |
| | Namibia | | 83 600 | 22 600 | | 87 600 | 22 600 | | 38 200 | 22 600 | | 22 800 | 300 000 |
| | Rwanda | 30 600 | 69 600 | 37 400 | | 72 800 | | | | 69 600 | | | 280 000 |
| | South Africa | | 186 500 | | 99 200 | 149 400 | 101 700 | 105 800 | 58 300 | 296 900 | 49 300 | 103 200 | 1 150 300 |
| | South Sudan | 109 200 | 35 700 | 29 600 | 20 600 | 58 900 | | | 50 100 | 131 600 | | 21 600 | 457 300 |
| | Eswatini | | 59 900 | 55 000 | 21 600 | 55 300 | | | 31 800 | 45 900 | 30 500 | | 300 000 |
| | United Republic of Tanzania | 35 000 | 131 000 | 57 000 | 38 000 | 59 000 | 35 000 | 95 000 | 78 000 | 102 000 | 30 000 | 40 000 | 700 000 |
| Uganda | 40 700 | 122 000 | 44 800 | 52 700 | 123 100 | | 53 500 | 31 400 | 70 800 | | 61 000 | 600 000 | |
| Zambia | | 87 200 | | | 80 000 | 214 000 | | 39 100 | 86 900 | 42 800 | | 550 000 | |
| Zimbabwe | | 53 000 | 42 100 | 43 700 | 48 800 | 37 800 | 42 800 | 42 900 | 57 000 | 40 200 | 41 700 | 450 000 | |
| Total East and South Africa | | 470 200 | 1 401 100 | 618 600 | 847 600 | 1 260 400 | 597 300 | 486 500 | 640 700 | 1 638 800 | 267 300 | 521 500 | 8 750 000 |

Tableau 8 (suite)

| Region | Country | UNHCR | UNICEF | WFP | UNDP | UNFPA | UNODC | ILO | UNESCO | WHO | World Bank | UN Women | Total |
|---|------------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|------------------|-------------------|
| Latin America and Caribbean | Argentina | | | | 51 900 | 42 100 | | | | 86 000 | | | 180 000 |
| | Brazil | | 91 700 | | | 90 200 | | | 137 800 | 80 300 | | | 400 000 |
| | Chile | 8 500 | | 36 300 | 38 900 | | | | | 74 700 | | | 158 400 |
| | Colombia | | | | 35 800 | 59 100 | | | | 126 200 | | | 221 100 |
| | Cuba | | 40 000 | | | 40 200 | | | | 69 800 | | | 150 000 |
| | Dominican Republic | | 28 300 | 28 300 | 28 400 | 28 300 | 28 300 | | | 28 400 | | | 170 000 |
| | Ecuador | | 45 000 | 15 000 | | 45 000 | | | | 45 000 | | | 150 000 |
| | Guatemala | | 25 000 | 18 000 | | | 35 000 | | | 92 000 | | | 170 000 |
| | Guyana | | 27 800 | | | 51 300 | 29 100 | | | 42 800 | | | 151 000 |
| | Haiti | | 50 000 | | | 35 000 | 40 000 | | 40 000 | 40 000 | 60 000 | 35 000 | 300 000 |
| | Honduras | | 25 400 | | | | 16 400 | | | 107 700 | | | 149 500 |
| | Jamaica | | 56 200 | | | 48 000 | 107 100 | | | 88 700 | | | 300 000 |
| Peru | 40 000 | 35 000 | | | 40 000 | | | | 35 000 | | | 150 000 | |
| Venezuela | | 80 400 | | | | 69 000 | | | 100 600 | | | 250 000 | |
| Total Latin America and Caribbean | | 48 500 | 504 800 | 97 600 | 289 300 | 641 500 | 28 300 | 40 000 | 177 800 | 1 037 200 | 0 | 35 000 | 2 900 000 |
| Middle East and North Africa | Algeria | | | | 30 000 | 16 200 | 45 300 | | | 10 700 | | | 102 200 |
| | Djibouti | | 20 000 | 20 000 | 50 000 | | | | | 60 000 | | | 150 000 |
| | Egypt | | 44 900 | | 30 000 | | 44 800 | | | 30 300 | | | 150 000 |
| | Iran | 44 300 | 21 400 | | 100 000 | 44 600 | 44 700 | | | 45 000 | | | 300 000 |
| | Morocco | | | | 30 000 | 20 000 | 30 000 | | 20 000 | 50 000 | | | 150 000 |
| | Somalia | | | 55 100 | 39 900 | 55 000 | | | | | | | 150 000 |
| | Sudan, Republic of | | 34 700 | | 30 100 | 46 400 | | | | 88 800 | | | 200 000 |
| | Tunisia | | | 25 000 | 30 000 | | 21 400 | | | 21 400 | | | 97 800 |
| Total Middle East and North Africa | | 44 300 | 121 000 | 100 100 | 340 000 | 182 200 | 186 200 | 0 | 20 000 | 306 200 | 0 | 0 | 1 300 000 |
| West and Central Africa | Benin | | 75 900 | 17 500 | 23 700 | 36 700 | | | | 48 200 | | | 202 000 |
| | Burkina Faso | 20 000 | 50 000 | 30 000 | 26 000 | 20 000 | | | | 30 000 | | | 176 000 |
| | Burundi | | 49 100 | 15 000 | | 30 200 | | | 17 900 | 22 100 | | 15 700 | 150 000 |
| | Cameroon | 30 000 | 70 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | | 30 000 | 30 000 | 70 000 | | 30 000 | 350 000 |
| | Central African Republic | 35 000 | 112 500 | 40 200 | 20 000 | 44 500 | | | | 40 000 | | 22 300 | 314 500 |
| | Chad | 28 900 | 53 000 | 22 100 | 27 000 | 77 700 | | | 21 200 | 140 100 | | | 370 000 |
| | Cote d'Ivoire | | 64 200 | | 27 000 | 41 400 | 16 000 | 26 800 | 18 000 | 93 100 | | 13 500 | 300 000 |
| | Democratic Republic of Congo | 35 000 | 70 000 | 35 000 | 40 000 | 35 000 | | | 35 000 | 40 000 | | 10 000 | 300 000 |
| | Equatorial Guinea | | 50 000 | | 49 900 | 50 100 | | | | | | | 150 000 |
| | Gabon | | 38 500 | | | 35 100 | | | 35 000 | 41 400 | | | 150 000 |
| | Gambia | | 44 500 | 05 400 | 16 200 | | | | | 28 900 | | | 95 000 |
| | Ghana | | 89 900 | 26 700 | 17 300 | 68 000 | | | 35 000 | 63 100 | | | 300 000 |
| | Guinea (Conakry) | 15 000 | 50 000 | 20 000 | 65 000 | 40 000 | | | | 30 000 | | | 220 000 |
| | Liberia | | 21 900 | | | 38 900 | | | 16 100 | 40 300 | | 32 800 | 150 000 |
| | Mali | 63 800 | 107 000 | 53 500 | | 28 900 | | | 21 200 | 25 600 | | | 300 000 |
| | Mauritania | | 09 900 | | 20 300 | 45 600 | | | | 24 200 | | | 100 000 |
| | Niger | | 50 200 | 49 800 | | | | | | 50 000 | | | 150 000 |
| | Nigeria | | 275 000 | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 50 000 | 325 000 | | 50 000 | 1 100 000 |
| | Guinea-Bissau, Republic of | | 67 000 | 30 000 | | 35 000 | | | | 24 000 | | | 156 000 |
| | Congo, Republic of | 23 600 | 21 400 | 65 400 | 56 500 | | | | | 09 100 | | | 176 000 |
| Senegal | | 32 200 | 15 000 | 09 700 | | | 20 000 | 42 300 | 43 900 | | 19 900 | 183 000 | |
| Sierra Leone | | 60 000 | 50 000 | 87 300 | | | | | 99 900 | | 60 000 | 357 200 | |
| Togo | | 55 600 | | 14 700 | 44 300 | | | | 85 700 | | | 200 300 | |
| Total West and Central Africa | | 251 300 | 1 496 400 | 461 600 | 639 500 | 857 900 | 136 000 | 172 900 | 345 900 | 1 334 300 | 0 | 254 200 | 5 950 000 |
| Grand Total | | 952 700 | 4 456 000 | 1 335 200 | 2 960 100 | 3 824 100 | 2 155 900 | 977 800 | 1 434 900 | 5 524 000 | 267 300 | 1 112 000 | 25 000 000 |